

**CIRDIS**

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international  
et société**

**UQÀM**



# L'aide publique au développement russe : de 2006 à nos jours

Alla Lebedeva

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)

**LES CAHIERS DU CIRDIS**  
**COLLABORATION SPÉCIALE**  
No 2013-06

**L'aide publique au développement russe : de 2006 à nos jours**

**Les Cahiers du CIRDIS – Collaboration spéciale  
No 2013-06**

**Alla Lebedeva**

Ce texte est un travail effectué dans le cadre du cours POL-8501. Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteure et ne reflètent pas nécessairement ceux du CIRDIS ou de son comité scientifique.

■ Alla  
LEBEDEVA

Titulaire d'un baccalauréat en droit de l'Université d'État de Sochi (Russie), d'un diplôme de droit français de l'Université de Savoie (France) et d'un Master I de droit international général de l'École de droit de la Sorbonne, Alla Lebedeva est actuellement inscrite à la maîtrise « Droit international et politique internationale » à l'UQAM.

Les Cahiers du CIRDIS  
Collaboration spéciale — no 2013-06

L'aide publique au développement russe : de 2006 à nos jours

Alla Lebedeva

ISSN : 1929-1027  
Dépôt légal : insérer date  
Bibliothèque nationale du Québec

**Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société**

Département de science politique  
Université du Québec à Montréal (UQAM)  
Case postale 8888, succursale Centre-ville  
Montréal, Québec, Canada  
H3C 3P8

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)  
[cirdis@uqam.ca](mailto:cirdis@uqam.ca)



# Table des matières

<b>Introduction</b> .....	<b>4</b>
<b>1 - Les arrangements institutionnels</b> .....	<b>5</b>
<i>L'incertitude quant à l'existence de l'agence russe au développement : le Rossotroudnitchestvo et les ambiguïtés liées au rôle qu'il joue.</i> .....	5
<i>Les organes chargés de mettre en œuvre l'APD russe : un système dispersé.</i> .....	6
<i>Le rôle minime joué par le Parlement (« l'Assemblée Fédérale »).</i> .....	7
<i>L'importance de l'Administration du Président.</i> .....	8
<b>2 - Quelques caractéristiques de l'aide publique au développement russe.</b> .....	<b>8</b>
<i>L'augmentation significative de l'APD russe : des données chiffrées et des raisons cachées derrière.</i> ....	8
<i>L'aide déliée.</i> .....	9
<b>3 - Les formes d'aide.</b> .....	<b>10</b>
<i>L'aide multilatérale</i> .....	10
<i>L'aide bilatérale</i> .....	10
<i>L'aide trilatérale.</i> .....	12
<i>Le rôle des organisations non-gouvernementales.</i> .....	13
<b>4 - Les secteurs prioritaires de l'APD russe.</b> .....	<b>14</b>
<i>La santé.</i> .....	15
<i>L'éducation.</i> .....	18
<i>La sécurité alimentaire.</i> .....	19
<i>La réponse aux situations critiques et urgentes.</i> .....	22
<i>La coopération énergétique.</i> .....	244
<b>5 - Les principaux pays-bénéficiaires de l'aide russe et ses partenaires commerciaux.</b> .....	<b>244</b>
<i>Quatre groupes des pays « privilégiés ».</i> .....	244
<i>Les échanges commerciaux.</i> .....	266
<b>Conclusion</b> .....	<b>277</b>
<b>Annexe 1 - L'aide multilatérale russe</b> .....	<b>28</b>
<b>Annexe 2 - Programme alimentaire mondial</b> .....	<b>30</b>
<b>Annexe 3 - Rapid Social Response Trust Fund</b> .....	<b>324</b>
<b>Annexe 4 - Les principaux partenaires russes en 2011</b> .....	<b>37</b>
<b>Bibliographie</b> .....	<b>39</b>

« *En aidant les pays pauvres, la Russie aide, avant tout, elle-même* » [notre traduction]<sup>1</sup>,  
S. Stortchak, le vice-ministre russe des Finances.

## Introduction

À l'époque de la guerre froide, le rôle joué par l'Union soviétique dans le développement international était considérable : elle était omniprésente en Afrique avec 40 000 conseillers répartis dans plus de 40 pays<sup>2</sup>, en Asie, au Proche et Moyen-Orient et en Amérique latine. Après la chute de l'Union soviétique, la Russie, son héritière directe, a complètement disparu de la liste des pays-donateurs étant obligée de faire face à de nombreux problèmes et défis internes.

Néanmoins, avec la dernière décennie, la situation a radicalement changé. L'année 2001, marquée par les visites des dirigeants de l'Égypte, de l'Algérie, de la Guinée, du Gabon et du Nigéria à Moscou<sup>3</sup> peut être caractérisée comme un premier pas du gouvernement russe vers le retour dans les pays qu'il a dû abandonner en 1991, humiliés et abattus, n'ayant plus de moyens pour rétablir son propre État.

Il fallut attendre encore quelques années pour assister au deuxième pas, cette fois-ci, beaucoup plus important : en 2007, c'est-à-dire un an après la présidence russe au G8, Vladimir Poutine, dirigé par ses ambitions de faire de la Russie un grand empire faisant partie du club des pays-donateurs, a signé la Note conceptuelle de la « Participation de la Russie à l'aide internationale et au développement »<sup>4</sup>. La lecture de ce document permet de comprendre que la Russie n'a jamais cessé de rêver redevenir un grand acteur économique international tout en faisant table rase du passé. Contrairement à son prédécesseur qui liait l'aide et le commerce à la promotion du communisme, la Russie n'impose plus rien : c'est un état libre de toute idéologie<sup>5</sup> dont le but est de favoriser le développement de tous. Pourtant, la charité en politique n'existe pas et en aidant les autres, la Russie aide, avant tout, elle-même. Au moins, c'est ce que nous donne à croire le Président et tous ses ministres en se rendant compte que le peuple critique vivement la politique d'aide russe actuelle en la comparant à l'époque de Brezhnev, quand l'URSS « nourrissait » la moitié du monde sans trop penser à ses propres citoyens. L'État russe, a-t-il appris de ses erreurs? Qu'est-ce que l'il gagne en accordant de l'aide aux pays pauvres et en leur versant d'énormes moyens qui ne lui seront probablement jamais restitués? Ce travail vise à répondre à ces deux questions tout en dessinant le portrait de la coopération selon le modèle russe. Nous examinerons

---

<sup>1</sup> A. Vekchina et al, *Natsionalnyje strategii sodejstvija mezhdunarodnomu razvitiu [Les stratégies nationales de l'assistance au développement international]*, Moscou, Vyschaja chkola ekonomiki, 2010 à la p 206 : « Помогаая бедным странам, страна помогает, прежде всего, себе ».

<sup>2</sup> Gilles Troude, « La Russie en Afrique : le grand retour », *Géostratégiques*, no 25 (2009) en ligne : <[http://www.strategicsinternational.com/25\\_12.pdf](http://www.strategicsinternational.com/25_12.pdf)>.

<sup>3</sup> Mikhail Gamandiy-Egorov, « A quand le grand retour russe en Afrique ? », *La voix de la Russie* (6 décembre 2012) en ligne : <[http://french.ruvr.ru/2012\\_12\\_06/A-quand-le-grand-retour-de-la-Russie-en-Afrique/](http://french.ruvr.ru/2012_12_06/A-quand-le-grand-retour-de-la-Russie-en-Afrique/)>.

<sup>4</sup> Ministère des Finances russes, 2007. « Concept of Russia's participation in international development assistance », Septembre, en ligne : <[http://www1.minfin.ru/en/financial\\_affairs/Dev\\_Assis/concept\\_rus/](http://www1.minfin.ru/en/financial_affairs/Dev_Assis/concept_rus/)>.

<sup>5</sup> Hugo Natovicz, « Russie – Afrique : un potentiel gigantesque mais sous-exploité », *RIANOVOSTI* (4 novembre 2011) en ligne : <<http://fr.ria.ru/tribune/20111104/191805566.html>>.

également les raisons qui se cachent derrière son assistance, déterminerons quels États ont le statut « V.I.P. » aux yeux du gouvernement et amènerons quelques propositions pour assurer la meilleure gouvernance de l'aide publique au développement.

## 1 - Les arrangements institutionnels.

### **L'incertitude quant à l'existence de l'agence russe au développement : le *Rossotroudnitchestvo* et les ambiguïtés liées au rôle qu'il joue.**

En 2008, Dmitri Medvedev, alors Président de la Fédération de Russie, a décidé de créer un organe fédéral de coopération internationale, *Rossotroudnitchestvo*<sup>6</sup> « responsable [...] de la collaboration de la Russie avec la Communauté des États indépendants, avec les autres États et dans le domaine de la coopération internationale humanitaire » [notre traduction]<sup>7</sup>.

C'est ici que les ambiguïtés commencent. D'une part, sur le site officiel du *Rossotroudnitchestvo* on ne trouve que des informations relatives aux programmes réalisés dans la zone de la Communauté des États indépendants, alors que des projets mis en œuvre ailleurs dans le monde ne sont même pas indiqués<sup>8</sup>. D'autre part, en 2011, le gouvernement russe a promis de créer une agence au développement à l'instar du Royaume-Uni, du Japon ou du Brésil [notre traduction]<sup>9</sup>, sans même se donner la peine de mentionner l'existence du *Rossotroudnitchestvo*, ce qui montre bien que cet organe n'est pas considéré comme une agence de coopération par ceux qui sont au pouvoir. Enfin, même quand on regarde les buts pour lesquels il a été créé, il est évident que pour la Russie, la CEI passe en premier, avant tous les autres États. S'il s'agit d'une agence spécialisée dans le domaine du développement, pourquoi ne pas la laisser faire le travail partout dans le monde et non seulement dans quelques pays ex-soviétiques? La logique semble assez convaincante.

Pour ces raisons, nous estimons que le *Rossotroudnitchestvo* ne représente pas une vraie agence spécialisée en matière de coopération. La preuve la plus démonstrative, faite par le vice-directeur du centre de recherche du G8, Mark Rakhmangoulov, consiste à souligner le fait que par le biais de cette agence, la Russie ne réalise des programmes d'aide que dans le cadre de sa coopération avec la CEI<sup>10</sup>.

---

<sup>6</sup> «*Rossotroudnitchestvo* » est composé de deux mots : *ros* (un diminutif de «*Rossiya* », ce qui veut dire «*la Russie* ») et *sotroudnitchestvo* (qui signifie «*une collaboration* »).

<sup>7</sup> Ministère des affaires étrangères, 2008. «*Rossotroudnitchestvo* », en ligne : <<http://www.mid.ru/nsite-sv.nsf/mnsdoc/08.03.025>>. «*(Россотрудничество) — федеральный орган, осуществляющий функции [...] в сфере обеспечения и развития международных отношений РФ с государствами — участниками Содружества Независимых Государств, другими иностранными государствами, а также в сфере международного гуманитарного сотрудничества.*

<sup>8</sup> Gouvernement russe. *Rossotroudnitchestvo* – sur l'espace de la CEI, site officiel : <<http://rs.gov.ru/taxonomy/term/17>>.

<sup>9</sup> Ylija Harlamov, «*Rossija pomozhet razvivatsya drougim stranam* » [La Russie aidera les autres pays à se développer], *La voix de la Russie* (30 août 2011), en ligne : <<http://rus.ruvr.ru/2011/08/30/55369137/>>.

<sup>10</sup> Mark Rakhmangoulov, «*Establishing International development assistance strategy in Russia.* » 31: 5 IORG à la p 54, en ligne: <<http://iorj.hse.ru/data/2011/03/15/1211461715/9.pdf>>.

Pourtant, ce point de vue n'est pas unique au monde. Par exemple, la journaliste, qui a écrit cet article paru dans le Figaro sous le titre assez étrange de « Faites des blinis, pas la guerre » voit dans cette institution un vrai moteur du développement international prétextant, notamment, que les activités de *Rossotroudnitchestvo* « prouvent que le Proche-Orient reste une région géopolitique prioritaire pour l'influence russe »<sup>11</sup>. Cela indique que selon toute probabilité, non seulement le *Rossotroudnitchestvo* assure-t-il le développement des territoires de la Communauté des États indépendants, mais il s'intéresse également au reste du monde.

### **Les organes chargés de mettre en œuvre l'aide publique au développement russe : un système dispersé.**

En vertu de la Note conceptuelle, la responsabilité de la politique de coopération russe est partagée entre : le Président; le Parlement; le ministère des Affaires étrangères; le ministère du Développement économique; le ministère de la Défense civile et des situations urgentes; le ministère de l'Industrie et le ministère de l'Énergie. Pourtant, dans la pratique, le nombre de départements gouvernementaux impliqués dans la réalisation de l'APD nationale est beaucoup plus élevé. À cet effet, on peut notamment citer le ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement; le ministère du Développement régional; le ministère de l'Énergie; le ministère de l'Éducation et de la Science; l'agence fédérale pour la Communauté des États indépendants, etc.<sup>12</sup>. N'oublions pas de rajouter dans cette liste le *Rossotroudnitchestvo*.

Le rôle décisif dans la prise des décisions, en ce qui concerne la réalisation de l'APD, appartient aux Ministères des Affaires étrangères et des Finances, y compris les priorités des pays et régions, comment et par quels canaux elle est fournie ainsi que ses formes et conditions<sup>13</sup>. Ils apportent un soutien d'information pour les opérations de l'ADP, soumettent des informations officielles aux gouvernements étrangers et organisations internationales et établissent conjointement des rapports annuels sur les résultats de la participation de la Russie au sein de l'ADP. Le ministère des Finances est également responsable de la comptabilité analytique des fonds alloués par la Fédération de Russie à l'ADP<sup>14</sup>.

Néanmoins, la dépense des fonds relève de la responsabilité des corps fédéraux exécutifs qui mettent en œuvre les éléments pertinents de dépenses budgétaires. Quant à l'aide humanitaire, elle est contrôlée par le ministère de la Défense civile, des situations urgentes et de l'élimination des conséquences des désastres naturels<sup>15</sup>.

La politique de l'assistance russe au développement reste donc dispersée entre les mains de plusieurs ministères et agences ce qui est assez critiquable vu que cela peut créer des tensions

---

<sup>11</sup> Anna Nemtsova, « Faites des bliny, pas la guerre », *Le Figaro* (25 juin 2010) en ligne : <<http://www.lefigaro.fr/publireactionnel/2010/06/15/06006-20100615ARTWW00545-faites-des-blinis-pas-la-guerre.php>>.

<sup>12</sup> United Nations Development Program, 2010. « Engagement of the Russian business in international development assistance in the CIS countries (Kyrgikstan, Tajikistan) », Moscou, à la p 9, en ligne : <[http://www.fundeh.org/files/publications/172/rb\\_in\\_oda.pdf](http://www.fundeh.org/files/publications/172/rb_in_oda.pdf)>.

<sup>13</sup> Idem.

<sup>14</sup> Ibid à la p 10.

<sup>15</sup> Ibid à la p 15.



entre eux. Par exemple, le *Rossotroudnichestvo*, qui essaye de jouer le rôle d'un coordinateur des activités de développement, et le ministère des Affaires étrangères sont impliqués dans un débat sur leurs compétences<sup>16</sup>. Cet exemple nous amène à supposer que le même problème existe entre d'autres ministères, pourtant, cela n'est mentionné ni dans la doctrine, ni dans les documents officiels, ni dans les articles sur le sujet.

Quant à l'idée de la création dans le proche avenir d'une agence responsable de la mise en œuvre de l'APD russe, cela laisse planer des doutes pour des raisons indiquées par le membre de la Chambre civile de la jeunesse et politologue, Andrei Svintsov, qui dit que même si cet organisme est créé, « il sera utilisé comme la base de l'octroi d'énormes crédits russes aux pays pauvres pour qu'ils puissent acheter nos armes, construire avec nous une centrale nucléaire ou réaliser des projets touchant l'espace » [notre traduction]<sup>17</sup>.

### **Le rôle minime joué par le Parlement (« l'Assemblée fédérale »).**

En vertu de l'article 94 de la Constitution russe, « L'Assemblée fédérale – le Parlement de la Fédération de Russie - est l'organe représentatif et législatif de la Fédération de Russie ». L'Assemblée fédérale est composée de deux chambres : la Douma d'État et le Conseil de fédération.

La note conceptuelle établit que : « *The Federation Council and the State Douma, within their constitutional powers, will carry out legislative work to support Russia's participation in and delivery on its commitments for international development assistance* »<sup>18</sup>.

Pour réaliser cet objectif, on a fondé au sein de la Douma le Comité des affaires étrangères dont les activités concernent un éventail de questions allant de l'élaboration et la réalisation des stratégies de la politique internationale russe de coopération, au renforcement des liens avec les parlements des autres États<sup>19</sup>. Le Comité des affaires étrangères joue un rôle important dans l'élaboration du budget en donnant des recommandations pour les questions relatives à l'APD russe. Pourtant, son influence, comme l'influence de l'Assemblée fédérale s'arrête là. Certes, le Parlement russe comme la plupart des Parlements mondiaux, est la clef de voûte en ce qui concerne l'élaboration d'un budget annuel proposé par le ministre des Finances, mais une fois dépassé ce stade, ni l'Assemblée générale ni le Comité des affaires étrangères de la Douma ne savent plus comment l'aide est utilisée et réalisée. Le contrôle et le suivi de l'utilisation de l'argent budgétaire destinée à la coopération sont assurés par un autre organe, la Chambre d'audite de la Fédération russe<sup>20</sup> [notre traduction] mais, à notre connaissance, son travail dans ce domaine n'est pas très dynamique.

---

<sup>16</sup> Marcin Kaczmarek et Agata Wierzborska-Miazga, « Russia development assistance », *Centre for Eastern studies* (10 octobre 2011) en ligne :

<<http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2011-10-10/russias-development-assistance>>.

<sup>17</sup> « Rossiya pomozhet razvivatsya drougim stranam », *supra* note 9 à la p 5. «... выдают небольшие деньги на имиджевые проекты и крупные финансовые средства на конкретные целевые покупки нашего оборудования, строительство атомных станций, может быть, даже космические проекты ».

<sup>18</sup> Russia's participation, *supra* note 4 à la p 4 (voir la page 14 du document).

<sup>19</sup> Comité de la Douma des affaires étrangères, site officiel : <<http://komitet9.km.duma.gov.ru/>>.

<sup>20</sup> United Nations Development Program, *supra* note 12 à la p 6 (voir la page 10 du document).

## L'importance de l'Administration du Président.

L'importance de l'Administration du Président dans la réalisation de l'APD russe est souvent sous-estimée, mais en réalité cet organe s'assure de la participation du Président à toutes les réunions du G8 et G20 et prépare les documents finaux des Sommets<sup>21</sup>, ce qui aide les Ministères des Affaires étrangères et des Finances (et à tous les autres) à élaborer des stratégies étatiques dans ce domaine.

## 2 - Quelques caractéristiques de l'aide publique au développement russe.

### L'augmentation significative de l'APD russe : des données chiffrées et des raisons cachées derrière.

Depuis 2006, la Russie a considérablement augmenté son soutien au développement économique mondial tant sur le plan bilatéral qu'auprès des organisations multilatérales. Plus précisément, son aide annuelle s'est élevée de 101,8 millions de dollars en 2006 à 514 millions de dollars en 2012. Ainsi, l'APD russe a accru de 0,01 % à 0,07 % du Produit intérieur brut (PIB).

**Tableau 1. L'APD totale russe en millions de dollars américains**<sup>22</sup>

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>APD</b>	101,8	210,8	220,0	785,0	472,3	513,9	514 <sup>23</sup>	500-550 <sup>24</sup>

**Tableau 2. Le PIB russe en billions de dollars américains**<sup>25</sup>

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>PIB</b>	989,93	1299,70	1660,85	1222,69	1487,29	1850,40	1953,56	2109,02

**Tableau 3. APD russe en pourcentage du PIB**<sup>26</sup>

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
<b>APD/PIB</b>	0,01	0,02	0,02	0,065	0,03 <sup>27</sup>	0,07 <sup>28</sup>	0,07	0,07-

<sup>21</sup> Natsionalnyje strategii, *supra* note 1 à la page 4: « Администрация Президента, которая обеспечивает участие Президента в деятельности «Группы восьми» и «Группы двадцати» и занимается подготовкой итоговых документов саммитов ».

<sup>22</sup> Ministère des Finances russe, 2011. « The Russian Federation Oda. National report », Mai, en ligne : <<http://www.minfin.ru/common/img/uploaded/library/2012/05/PresentationEng2012-0.pdf>>.

<sup>23</sup> Ministère des finances russe, 2012. Entrevue avec le vice-ministre des finances Sergei Stortchak, Mai, en ligne : <<http://www1.minfin.ru/ru/press/speech/printable.php?id4=16351>>.

<sup>24</sup> Ibid. « Предполагается небольшой рост, но в целом, думаю, сохранится объем ресурсов на цели международного развития в объеме \$500-550 млн в год ».

<sup>25</sup> Fonds international monétaire, 2012. « Russia: Gross domestic product (GDP) in current prices from 2003 to 2013 (in billion U.S. dollars) », Octobre, en ligne: <<http://www.statista.com/statistics/19373/gross-domestic-product-in-russia/>>.

<sup>26</sup> Mark Rakhmangulov, «Cooperation for development: the re-emergence of Russia as a new donor? », *National Research University Higher School of Economics* [aucune date] en ligne: <<http://fs.nashaucheba.ru/docs/92/index-235287.html>>.

								0,08 <sup>29</sup>
--	--	--	--	--	--	--	--	--------------------

Même si ces chiffres montrent clairement que son APD croît de plus en plus, le *Muskoka accountability report* fait constater que les contributions du gouvernement russe restent très basses comparativement aux autres membres du G8<sup>30</sup>.

Afin de remédier à la situation et d'améliorer l'état des choses, la Note conceptuelle vise à atteindre un objectif beaucoup plus ambitieux : « *As the necessary socioeconomic conditions are created, Russia will further increase provisions for such aid, aiming to steadily move towards the achievement of the UN recommended target: allocation of at least 0.7% GDP for purposes of international development assistance* »<sup>31</sup>. D'ailleurs, les lignes directrices du plan budgétaire des années 2010-2012 vont dans le même sens puisqu'elles fixent l'aide aux pays les plus pauvres comme un des objectifs principaux de la politique budgétaire de la Russie<sup>32</sup>.

Il faut toutefois noter que la raison principale pour laquelle le gouvernement russe s'engage à participer davantage dans le développement économique s'explique par son envie de redevenir une grande puissance économique mondiale et d'être considéré comme un partenaire fiable. Ces ambitions ont commencé à être réalisées lors de la conférence internationale de 2006 « *Emerging Donors in the Global Development Community* », menée dans le cadre de la présidence russe du G8, à l'issue de laquelle plusieurs promesses non négligeables ont été faites par le gouvernement de Poutine<sup>33</sup>.

### L'aide déliée.

Selon le *Muskoka report*, plus de 75 % de l'APD russe est fourni comme aide non liée<sup>34</sup>. Malgré cela, la Note conceptuelle mentionne que « *Other conditions being equal, preference will be given to projects and programs involving the use of goods and services originating in Russia* »<sup>35</sup>. Donc, on voit ici une contradiction : en général, l'aide est déliée, mais si la Russie a le choix, elle donnera la préférence au pays qui dépense de l'argent pour ses biens et services, la pratique utilisée par la Chine notamment. Malheureusement, il n'y a pas d'autres données chiffrées disponibles à ce sujet.

<sup>27</sup> Global Humanitarian Assistance, 2010. « Russia », en ligne : <<http://www.globalhumanitarianassistance.org/countryprofile/russia>>.

<sup>28</sup> G8, 2010. « Muskoka, Assessing Action and results against development-related commitments report », Juin, à la p 15, en ligne : <<http://reliefweb.int/report/world/muskoka-accountability-report-assessing-action-and-results-against-development-related>>.

<sup>29</sup> Entrevue, *supra* note 23 à la p 8 : le calcul basé sur les provisions du Ministère de finance russe.

<sup>30</sup> Muskoka, *supra* note 28 à la p 9.

<sup>31</sup> Russia's participation, *supra* note 4 à la p 4 (voir la page 10 du document).

<sup>32</sup> Président de la Russie, 2009. « La politique budgétaire 2010 – 2012 », Mai, en ligne :

<<http://archive.kremlin.ru/eng/text/news/2009/05/216782.shtml>> : « including development assistance for the poorest countries ».

<sup>33</sup> Establishing international development, *supra* note 10 à la p 5 (voir la page 9).

<sup>34</sup> Muskoka, *supra* note 28 à la p 9.

<sup>35</sup> Russia's participation, *supra* note 4 à la p 4.

### 3 - Les formes d'aide.

L'une des spécificités de l'APD russe consiste dans le fait que la Note conceptuelle fixe trois formes d'aide accordée par la Russie : aide multilatérale, aide bilatérale et aide trilatérale. Comme nous allons voir, le sens du mot « trilatéral » dans la langue juridique russe diffère de la définition donnée dans les documents officiels de l'Organisation de coopération et de développement économique.

#### L'aide multilatérale.

En vertu de la note conceptuelle, « *Russia will provide international development assistance mainly on a multilateral basis, that is by making voluntary and earmarked contributions to the international financial and economic institutions, first of all, to UN programs, funds, and specialized agencies, regional economic commissions and other organizations participating in development programs; by participating in global funds; and by implementing special international initiatives of the Group of Eight, the World Bank, IMF, and UN agencies* »<sup>36</sup>.

Pourquoi préférer le recours à l'aide multilatérale? Le ministre des Finances, Alexeï Koudrine, explique cela par le fait que « les mécanismes multilatéraux de la délivrance d'aide aux pays destinataires sont déjà bien établis; outre cela, cette voie a plusieurs opportunités additionnelles à offrir comme, par exemple, la coordination, l'harmonisation de l'aide ou la possibilité de recourir aux systèmes du contrôle financier; ce mécanisme dispose également du potentiel technique énorme et des connaissances nécessaires » [notre traduction] pour bien délivrer l'argent versé<sup>37</sup>.

Les rapports de l'OCDE établissent qu'en 2009, le gouvernement russe a versé à peu près 31 % de son APD aux organisations internationales<sup>38</sup>, alors qu'en 2010, ce chiffre s'est élevé à 36 %<sup>39</sup>. En plus, les versements de la Russie aux institutions de la Banque mondiale ont considérablement dépassé les contributions de tous les États non-membres de l'OCDE (voir l'annexe 1). Il n'y a pas d'autres chiffres disponibles à ce sujet.

#### L'aide bilatérale.

La politique d'aide au développement russe est stratégique : pour garder son influence, la Russie accorde l'assistance par le biais de l'aide bilatérale principalement aux anciennes républiques soviétiques et aux pays dans lesquels elle aimerait renforcer ses positions (c'est le cas du

---

<sup>36</sup> Russia's participation, *supra* note 4 à la p 4 (voir la page 9).

<sup>37</sup> Ministère des Finances russe, 2010. « Entrevue avec le Ministre des Finances Alexei Koudrine », Février, en ligne : <<http://www.minfin.ru/ru/press/transcripts/printable.php?id4=9278>>.

(en russe dans le texte) « наличие в международных организациях отлаженных институциональных механизмов доведения помощи до получателей и дополнительных возможностей по ее координации и гармонизации, использование систем финансового контроля, технического (экспертного) потенциала и знаний »

<sup>38</sup> OCDE, 2011. « DAC Report on Multilateral Aid », en ligne : <<http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/49014277.pdf>>.

<sup>39</sup> OCDE, 2012. « DAC Report on Multilateral Aid », en ligne : <[http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/DCD\\_DAC\(2012\)33\\_FINAL.pdf](http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/DCD_DAC(2012)33_FINAL.pdf)>.

continent africain, par exemple). En Russie, « l'aide bilatérale » couvre le financement des projets spéciaux, les subventions non remboursables, le versement de l'argent, ou l'annulation des dettes des pays pauvres<sup>40</sup>. Ainsi, en décembre 2006, la Russie s'est engagée à annuler des dettes contractées par plusieurs pays à l'époque soviétique. Deux ans après, environ 20 milliards de dollars de dettes ont été pardonnés.

**Tableau 4. Les dettes annulées.**

<b>Le nom du receveur</b>	<b>La dette annulée en millions de dollars US<sup>41</sup></b>
La République de Bénin	11,75
La Zambie	112,2
La République de Madagascar	102,45
La République de Mozambique	148,6
La Tanzanie	20,68
L'Éthiopie	162,8
Le Kazakhstan	308,4 <sup>42</sup>
Le Kirghizstan	180 <sup>43</sup>
<b>Le nom du receveur</b>	<b>La dette annulée en milliards de dollars US</b>
L'Irak	8,00
L'Afghanistan	10,00

Les raisons derrière cette stratégie d'annulation des dettes sont d'ordre politique et économique. Tout d'abord, la Russie comprend que si elle n'annule pas les dettes, elle se heurtera à la perspective d'un afflux de réfugiés.<sup>44</sup> En deuxième lieu, il nous semble évident qu'elle veuille utiliser les dettes de ces pays comme une source du financement du développement. Comme l'a mentionné, notamment, l'ancien vice-ministre des Finances, M. Stortchak, « On leur dit [... aux chefs des États précités dans le tableau 4.] : c'est notre argent, et comme on vous l'accorde, nous avons le droit d'examiner comment vos ressources peuvent être utilisées de manière la plus efficace. Il peut s'agir par exemple de projets pouvant être bénéfiques pour la Russie »<sup>45</sup>.

Quant à l'Irak, la version officielle nous dit que comme sa dette avait été contractée par des dictateurs, il serait injuste de demander de l'argent à la population. Pourtant, à notre avis, la

<sup>40</sup> « Rossijska spisala afrikanskim stranam 20 milliardov dollarov dolga » [La Russie a annulé 20 milliards de dollars de dettes africaines], *Novosti ekonomiki* (10 octobre 2012) en ligne :

<<http://www.newsru.com/finance/18oct2012/afrika.html>>.

<sup>41</sup> Natsionalnyje strategii, *supra* 1 à la p 4 (voir la page 222).

<sup>42</sup> Sergei Pletnev, « Rossijska predlagaet annullirovat' dolgi » [La Russie propose d'annuler les dettes], *Nezavisimaja Gazeta* (30 octobre 1999), en ligne: <[http://www.ng.ru/cis/1999-10-30/5\\_russia.html](http://www.ng.ru/cis/1999-10-30/5_russia.html)>.

<sup>43</sup> Artem Kobzev, « La Russie annule les dettes de plusieurs pays africains », *La voix de la Russie* (18 octobre 2012), en ligne : <[http://french.ruvr.ru/2012\\_10\\_18/russie-afrique-dette/](http://french.ruvr.ru/2012_10_18/russie-afrique-dette/)>

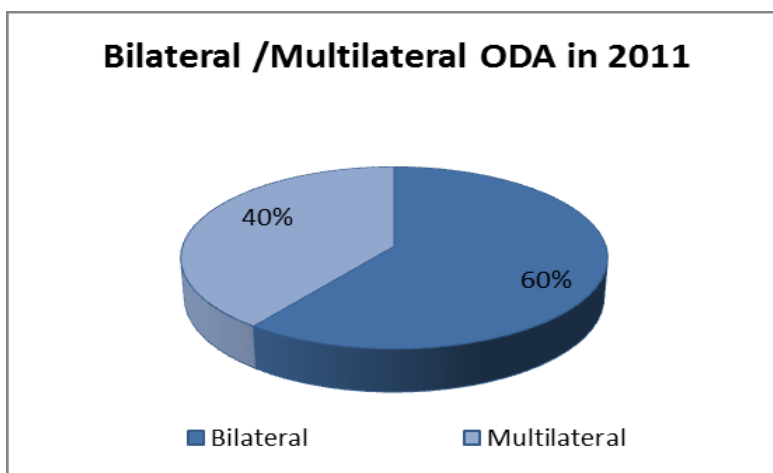
<sup>44</sup> Idem.

<sup>45</sup> Ministère des finances russe, 2007. Entrevue avec le vice-ministre des finances Sergei Stortchak, Décembre, en ligne : <<http://www.minfin.ru/ru/press/interview/index.php?id4=48>>.

charité dans la politique n'existe jamais, et nous considérons que la dette irakienne a été pardonnée afin de permettre à la Russie d'y implanter sa grande entreprise pétrolière « Lukoil »<sup>46</sup>. En ce qui concerne le Kirghizstan, la question est plus délicate : la Russie a annulé sa dette et continue à lui verser des milliards de dollars pour des raisons politiques. Par cette coopération, elle utilise tous les moyens disponibles pour chasser les États-Unis de l'Asie centrale. Cette ambition a été réalisée avec beaucoup de succès dans la mesure où il n'y a plus aucune base américaine au Kirghizstan<sup>47</sup>.

Quant aux autres types d'aide, en 2009, une subvention non remboursable de 150 millions de dollars a été fournie au Kirghizstan qui luttait contre la crise énergétique. En 2010, le Kirghizstan, le Nicaragua et le Nauru ont reçu des subventions de 50 millions de dollars chacun pour résoudre leurs problèmes sociaux<sup>48</sup>.

Le vice-ministre des Finances, Sergei Stortchak, estime qu'« on peut compter sur les doigts d'une main les projets que la Russie réalise par le biais de l'aide bilatérale. Ils sont peu nombreux » [notre traduction]<sup>49</sup>. Le rapport entre l'aide bilatérale et l'aide multilatérale est 3:2.



Source : The Russian Federation ODA, *supra* note 22 à la p 8.

### L'aide trilatérale.

Pour l'OCDE, « *triangular co-operation* » is a partnership between DAC<sup>50</sup> donors and pivotal countries (providers of South-South Co-operation) to implement development co-operation

<sup>46</sup> « Lukoil prolonge son contrat en Irak », *Zonebourse* (21 janvier 2013), en ligne :

<<http://www.zonebourse.com/LONDON-BRENT-OIL-4948/actualite/Petrole-Lukoil-prolonge-son-contrat-en-Irak-15889562/>>.

<sup>47</sup> Brève Vigie, «La reconquête du Kirgistan par la Russie », *Futuribles* (12 mai 2009), en ligne :

<<http://www.futuribles.com/fr/viewer/pdf/247/>>.

<sup>48</sup> Russia development assistance », *supra* note 16 à la p 7.

<sup>49</sup> Entrevue avec le vice-ministre des Finances, *supra* note 23 à la p 8 : «По пальцам можно пересчитать проекты, которые мы реализуем на двустороннем уровне, их мало».

<sup>50</sup> DAC – Comité d'aide au développement.

*programs/projects in beneficiary countries (recipients of development aid)*»<sup>51</sup>. En résumé, cela implique le soutien donné par le donateur de l'OCDE pour transférer des connaissances ou de l'expérience d'un pays développé à un autre.

En Russie, le sens de l'assistance sur la base trilatérale n'est pas le même et signifie plutôt l'octroi d'aide au développement de la part de la Russie aux pays pauvres que la Russie choisit elle-même par le biais des fonds de placement (*Trust funds*) de la Banque mondiale ou de l'Organisation des Nations-Unies. Pour l'OCDE, cette assistance fait partie de l'aide bilatérale<sup>52</sup>. Certains juristes russes estiment que l'aide trilatérale de la Russie est en fait bilatérale,<sup>53</sup> mais comme la Note conceptuelle est le document-fondateur de l'APD russe, il nous semble pertinent d'adopter son approche qui est plutôt claire : « *Russia will provide international development assistance on a trilateral basis, involving the use of financial and logistic capacity of the "traditional" donor countries and international organizations. Such assistance will be provided through the already existing or newly created trust funds of the World Bank, United Nations, UN specialized agencies, and other institutions. However, Russia will have the right to select recipient countries and areas of assistance and will be able to use Russian technical assistance specialists* »<sup>54</sup>.

La Russie a souvent recours à l'aide trilatérale. Il s'agit, par exemple, du projet commun lancé par la Russie et la Banque mondiale connu sous le nom « READ » ; du *Rapid social response Trust fund*, du *Russian Food price crisis rapid response TF* ou du Fond anticrise de la communauté eurasiatique. Les informations complètes sur ces institutions et les données chiffrées de leurs activités sont présentées dans la troisième partie de ce travail.

### **Le rôle des organisations non gouvernementales.**

La deuxième chose qui différencie la Russie de la plupart des donateurs, c'est le fait qu'elle ne se passe pas par le biais des organisations non gouvernementales pour réaliser son assistance au développement : « *in contrast to global practice, the sector of non-governmental organisations, either from Russia or recipient countries, is not involved in development assistance* »<sup>55</sup>. Les chiffres du tableau ci-dessous montrent que la Russie préfère livrer de l'argent par l'intermédiaire des organisations multilatérales ou du secteur public. Cela n'empêche pas qu'en 2007, elle a eu son premier recours aux organisations non gouvernementales et celles de la Société Civile. Pourtant, la pratique a été tout de suite abandonnée. Selon le ministre russe des affaires étrangères, Serguei Lavrov : « La présence des organisations non gouvernementales russes dans les pays membres de la Communauté des États indépendants est inférieure aux besoins

---

<sup>51</sup> OECD, *Triangular Cooperation and Aid effectiveness*, (a. d.) à la page 4, en ligne : < <http://www.oecd.org/dac/46387212.pdf> >.

<sup>52</sup> Establishing international development, *supra* note 10 à la p 5 (voir la p 58).

<sup>53</sup> Entrevue avec le vice-ministre des finances, *supra* note 23 à la p 8 : « Двусторонняя помощь включает как реализуемые страной-донором проекты и программы, так и финансирование целевых фондов и проектов по линии международных организаций, задачи которых определяет страна-донор ».

<sup>54</sup> Russia development assistance, *supra* note 16 à la p 7 (voir la page 9).

<sup>55</sup> Russia development assistance, *supra* note 16 à la p 7.

actuels »<sup>56</sup>. Nous estimons que cela concerne tous les pays dans lesquels la Russie vient en aide. C'est pourquoi l'idée de fournir du financement fédéral aux ONGs afin de les utiliser en tant que canal de la livraison de l'APD russe sera étudiée par le gouvernement dans l'avenir<sup>57</sup>.

**Tableau 5. Les canaux de la livraison de l'APD russe de 2006 à 2010 en millions de dollars américains.**

	2006	2007	2008	2009	2010
Les organisations multilatérales	0,0	1,0	14,0	29,8	30,0
Les ONGs et les OSCs	0,0	0,7	0,0	0,0	0,0
Autre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur public	19,9	1,2	30,0	2,66	10,2
Le mouvement Croix-Rouge	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source : Global humanitarian assistance, *supra* 27 à la p 9.

#### 4 - Les secteurs prioritaires de l'APD russe.

Investir dans le peuple, c'est une des spécialités de l'APD russe. C'est pourquoi le gouvernement a recourt à l'aide-programme en menant une politique active dans plusieurs secteurs :

- **Santé** : selon Vladimir Poutine, la Russie a versé 430 milliards de dollars de 2006 à 2011 dans le renforcement de la santé mondiale [notre traduction]<sup>58</sup>. D'autres informations ne sont pas disponibles.
- **Éducation** : de 2000 à 2007, la Russie a donné 763 millions de dollars pour le développement de l'éducation. De 2008 à 2013 : il n'y a pas de chiffre précis, mais dans certains articles il est indiqué que la Russie verse annuellement 32 millions de dollars au programme READ<sup>59</sup>. Les informations sur les autres organisations de l'éducation dans lesquelles le gouvernement russe contribue ne sont pas disponibles.
- **Sécurité alimentaire** : de 2008 à 2009 : 73 millions de dollars<sup>60</sup>.

<sup>56</sup> Alexey Nikolsky, « CEI : la présence des ONGs russes insuffisantes », *RIANOVOSTI* (4 mars 2013), en ligne : < <http://fr.rian.ru/world/20130304/197703169.html> >

<sup>57</sup> Russia development assistance, *supra* note 16 à la p 7: « The idea of providing federal funding for civil society and non-governmental organisations so that they can be used as an additional channel to deliver Russia's assistance to the recipient countries is being considered for the future».

<sup>58</sup> Conférence de l'Organisation mondiale de santé à Moscou, 2010. « Poutine, Rossija s 2006 goda vlozhila 430 milliardov v mezhdunarodnoe zdravoohraneniye » [« Poutine, «A compter de 2006, la Russie a versé 430 milliards de dollars 2006 dans le domaine de la santé mondiale», Septembre, en ligne : <<http://ria.ru/society/20100913/275204919.html>>.

<sup>59</sup> Natsionalnyje strategii sodejstvija mezhdunarodnomu razvitiju, *supra* note 1 à la p 4 (voir la page 223).

<sup>60</sup> Ibid à la p 227.



**- Domaine énergétique :** de 2007 à 2011, 30 millions par an ont été versés.

Dans cette partie, le rôle que joue l'APD russe dans chacun de ces domaines sera examiné en détail. Il est impossible de mentionner toutes les organisations auxquelles la Russie verse de l'argent, c'est pourquoi nous allons nous concentrer sur les organisations les plus importantes pour la politique russe.

À titre d'exemple, en 2008, les contributions de la Russie aux organisations internationales responsables de l'aide au développement se sont élevées à 117 millions de dollars américains : 67 % de cette somme (soit 78,4 millions de dollars) ont été versés au Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme; 16,7 % (19,5 millions de dollars) à l'Association internationale de développement et 12,8 % (15 millions de dollars) au Programme alimentaire mondial (PAM)<sup>61</sup>.

En 2010, une bonne partie de son APD est allée à des organisations multilatérales ou a transité par des organisations multilatérales : 22 millions USD ont pris la forme d'une contribution au budget central du Fonds mondial et 62 millions USD ont été consacrés à la sécurité alimentaire sous la forme de contributions pré-affectées versées au PAM, à la Banque mondiale et à l'Organisation internationale de protection civile (OIPC)<sup>62</sup>. La Fédération de Russie a utilisé les fonds pré-affectés qu'elle destinait au secteur de la sécurité alimentaire pour apporter un soutien à de petits exploitants agricoles et encourager la recherche et l'innovation axées sur l'amélioration de la sécurité alimentaire en Eurasie<sup>63</sup>. Dans le secteur de la santé, elle contribue également au Programme d'action mondial contre le paludisme de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et de la Banque mondiale visant à faire reculer, voire à éradiquer, le paludisme en Afrique et dans les pays de la CEI, ainsi qu'au mécanisme de garantie des marchés (AMC) institué pour accélérer le développement et la fabrication de vaccins d'un prix abordable contre les infections dues aux pneumocoques dans les pays en développement<sup>64</sup>.

## **I) La santé.**

### **A. La lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme : l'aide multilatérale et bilatérale.**

Combattre le SIDA, le paludisme et d'autres maladies est l'un des objectifs du millénaire pour le développement établi en 2000 par les leaders mondiaux. Depuis sa création en 2002, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est devenu le principal organisme multilatéral de collecte de fonds pour la santé dans le monde<sup>65</sup>. C'est pourquoi les contributions faites par les pays sont importantes pour son fonctionnement.

---

<sup>61</sup> Ibid à la p 214.

<sup>62</sup> OCDE 2011, *supra* note 38 à la p 10 (voir la page 32).

<sup>63</sup> Idem.

<sup>64</sup> Idem.

<sup>65</sup> Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, site officiel : <http://www.theglobalfund.org/fr/about/diseases/>.

En 2006, la Russie est devenue « donateur net » du Fonds mondial en versant jusqu'à 217 millions de dollars et en s'engageant à verser 60 millions de dollars au titre de la troisième campagne de reconstitution (sur les exercices budgétaires 2010 à 2013), ce qui porte son engagement total en faveur du Fonds mondial à plus de 300 millions de dollars depuis 2001<sup>66</sup>. Son aide n'est pas seulement multilatérale. La Russie accorde de l'assistance principalement à la Communauté des pays indépendants à travers l'aide bilatérale.

**Tableau 6. Les versements de la Russie au Fond mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.**

Année	Le montant en dollars américains
2006	10 000 000
2007	85 739 936
2008	78 405 042
2009	57 398 138
2010	5 456 880
2011	20 000 000
2012	20 000 000
2013	20 000 000

Source: The global fund to fight AIDs, Tuberculosis and Malaria Pledges, site officiel; <[http://www.theglobalfund.org/documents/core/financial/core\\_pledgescontributions\\_list\\_en/](http://www.theglobalfund.org/documents/core/financial/core_pledgescontributions_list_en/)>.

### **B. La lutte contre la malaria : Malaria booster program de la Banque Mondiale et Global malaria program de l'Organisation Mondiale de Santé.**

En 2006, la Russie s'est rendu compte de la gravité de la situation en Afrique où de nombreux enfants et femmes enceintes décédaient tous les ans à cause de la malaria. Ainsi, dans les années 2008-2010, le gouvernement russe a dépensé à peu près 20 millions de dollars pour remédier à ces problèmes<sup>67</sup> : 15 millions de dollars ont été répartis pour le Malaria booster program de la Banque Mondiale en Zambie et au Mozambique ; 4 millions de dollars pour soutenir des programmes d'entraînement et de renforcement des capacités en Afrique, administrés par le Global Malaria Program de l'OMS et 1 million de dollars pour des programmes de développement du personnel lors de la coopération avec la Banque mondiale<sup>68</sup>.

En 2011, la Russie et l'OMS ont lancé un projet commun pour éradiquer la malaria dans les pays africains et la Communauté des États indépendants. Ce projet sera en place jusqu'en 2014, et la Russie a déjà investi 4,5 millions de dollars dans sa réalisation.

<sup>66</sup> G8 Information Centre, 2011. « Rapport de Deauville sur la redevabilité : Engagement du G8 pour la santé », Mai, en ligne :

<[https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:Q4plsepKC9MJ:www.g8.utoronto.ca/summit/2011deauville/deauville/2011-redevabilite-sante-ru.pdf+&hl=fr&gl=ca&pid=bl&srcid=ADGEESjuxgWciGaj0B-x4ESboblTHU14EgFqGYtkC3hQfzGYL9sCLqFu9A\\_WaVCzgb5C4JLugHYnLQFRtufwdk0XCWBCdPuDuMwf nCIYjAU-q9zWBsKJ60D3SGEgyd3UVJ-GmUTreW&sig=AHIEtbRfLAbpnSb8hWIWc6qZ20w-40\\_ZWQ](https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:Q4plsepKC9MJ:www.g8.utoronto.ca/summit/2011deauville/deauville/2011-redevabilite-sante-ru.pdf+&hl=fr&gl=ca&pid=bl&srcid=ADGEESjuxgWciGaj0B-x4ESboblTHU14EgFqGYtkC3hQfzGYL9sCLqFu9A_WaVCzgb5C4JLugHYnLQFRtufwdk0XCWBCdPuDuMwf nCIYjAU-q9zWBsKJ60D3SGEgyd3UVJ-GmUTreW&sig=AHIEtbRfLAbpnSb8hWIWc6qZ20w-40_ZWQ)>.

<sup>67</sup> The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8.

<sup>68</sup> European Alliance Against Malaria, 2009. « Malaria and G8 : Leading or lagging ? », Juillet, en ligne: <[http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8\\_report.pdf](http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8_report.pdf)>.

En somme, les contributions de la Russie dans la lutte contre la malaria de 2006 à 2014 dans le cadre de sa coopération avec ces deux institutions internationales s'élèvent à 24,5 millions de dollars.

**Tableau 7. La coopération de la Russie avec l'Organisation mondiale de Santé et la Communauté des États indépendants.**

	<b>Le booster program de la Banque Mondiale</b>	<b>Global malaria program de l'Organisation mondiale de Santé</b>	<b>Un projet commun pour éradiquer la malaria dans les pays africains et la CEI</b>
<b>2006-2010</b>	16 millions de dollars US	4 millions de dollars	
<b>2011-2014</b>	Aucune donnée disponible		4,5 millions de dollars US

Aide totale de 2006 à 2014 : 24 millions de dollars.

**Source** : European Alliance Against Malaria, 2009. « Malaria and G8 : Leading or lagging ? », Juillet, en ligne :

<[http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8\\_report.pdf](http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8_report.pdf)>. (Voir les pages 29-32).

### **C. La lutte contre les maladies négligées.**

Pour la période 2009-2012, le gouvernement de la Russie a versé 21 millions de dollars à l'intensification de la recherche dans le domaine des maladies tropicales négligées, dont une aide aux pays partenaires d'Afrique et d'Asie centrale en matière de renforcement des capacités de surveillance, de diagnostic et de prévention de ces maladies (leishmaniose, bilharziose, trachome, etc.)<sup>69</sup>. Il s'agit d'une aide bilatérale.

Des mémorandums de coopération dans le domaine de la lutte contre les maladies tropicales négligées ont été signés avec les ministères de la Santé du Kirghizstan et du Tadjikistan<sup>70</sup>.

### **D. La lutte contre la poliomyélite : l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite**

La Fédération de Russie soutient la lutte contre la poliomyélite, tant dans le cadre multilatéral qu'au niveau bilatéral<sup>71</sup>.

**L'aide multilatérale** : sa contribution totale de 2006 à 2012 à l'IMEP s'élève à 33 millions de dollars<sup>72</sup>.

<sup>69</sup> Rapport de Deauville *supra* note 66 à la p 16.

<sup>70</sup> Idem.

<sup>71</sup> Idem.

<sup>72</sup> Idem.

**L'aide bilatérale :** la Russie accorde une assistance financière à la Communauté des États indépendants. Dans la période 2011-2012, elle a fourni 9,3 millions de doses de vaccins contre la polio à l'Arménie, au Kirghizstan et au Ouzbékistan ainsi que 14 unités de matériel de laboratoire pour le diagnostic de la polio et 340 unités de matériel de chaîne du froid pour l'approvisionnement en vaccins<sup>73</sup>.

**Tableau 8. La lutte contre la poliomyélite.**

2006	3 mlns USD
2007	3 mlns USD
2008	8,9 mlns USD
2009	5,1 mlns USD
2010	2,0 mlns USD
2011	2,0 mlns USD

**Source :** The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 7 du document).

## II) L'éducation.

### A. Russia Education Aid for development Trust fund (READ).

En 2008, la Russie et la Banque mondiale ont lancé le projet commun nommé « READ » dans le but d'aider huit les pays en voie de développement : l'Arménie, la République de Kirghizstan, le Tadjikistan, le Viêtnam, l'Éthiopie, l'Angola, le Zambie, le Mozambique.<sup>74</sup>

**Image 1.** Le projet READ réalisé dans huit pays en voie de développement.



**Source :** READ program, *Centre for international cooperation in Education development*, en ligne <<http://ciced.org/activities/read/index.php>>.

<sup>73</sup> The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 7).

<sup>74</sup> Center for International Cooperation in Education development, 2012. « READ program », site officiel: <<http://ciced.org/activities/read/index.php>>.

Ce programme prendra fin en 2014. Il est financé par la Banque Mondiale (32 millions de dollars) et le gouvernement russe (15 millions de dollars)<sup>75</sup>.

## **B. L'éducation pour tous.**

En 2008, le gouvernement de la Russie a adopté un décret « Sur la coopération avec les pays étrangers dans le domaine de l'éducation »<sup>76</sup>. Son but est de faire venir les étudiants étrangers en Russie pour étudier.

Ainsi, en 2009, 8942 bourses ont été accordées aux étudiants venant des pays suivants :

- 1) La CEI : Azerbaïdjan; Géorgie (seulement pour les Russes qui habitent en Géorgie), Kazakhstan; Kirghizie; Tadjikistan, Turkménistan; Ouzbékistan; Ukraine.
- 2) L'Afrique : Kenya; Côte d'Ivoire; Somalie; Tchad.
- 3) L'Amérique latine : Venezuela; Colombie; Cuba; Nicaragua<sup>77</sup>.

En 2010 cette liste a été complétée par les 5 pays suivants : Abkhazie; Ossétie du Sud; Malawi; République démocratique de Sao Tomé-et-Principe; Belize.

## **III) La sécurité alimentaire.**

En octobre 2010, le gouvernement russe a adopté un programme global de participation de la Russie à la coopération internationale en matière d'agriculture, de pêche et de sécurité alimentaire, confirmant ainsi son adhésion aux mesures internationales prises en faveur de la sécurité alimentaire, par le biais d'une coopération avec les organisations internationales, notamment la FAO, le PAM et les forums internationaux que sont le G8, le G20 et l'Initiative de L' Aquila sur la sécurité alimentaire, ainsi que par le renforcement de sa coopération bilatérale dans le domaine de l'aide à la sécurité alimentaire, notamment sous la forme d'une assistance technique à la demande aux autorités nationales et à la communauté universitaire<sup>78</sup>.

---

<sup>75</sup> Banque Mondiale, 2008. «Gruppa Vsemirnogo Banka i Rossijskaja Federacija zayavili o namerenii sposobstvovat' povysheniju kachestva obrazovaniya v razvivajushihhsya stranah» [Le groupe de la Banque Mondiale et la Fédération de Russie ont annoncé leur intention de faire tout leur possible pour améliorer la qualité d'éducation dans les pays développés], [notre traduction], Octobre, en ligne : <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/0,,print:Y~isCURL:Y~contentMDK:21936850~pagePK:146736~piPK:226340~theSitePK:258599,00.html?cid=3001>.

<sup>76</sup> Ministère de l'Éducation et de la Science de la Fédération de Russie, 2009. « Rossijskoe obrazovaniye dlya inostrannyh grazhdan » [L'éducation russe pour les citoyens étrangers] [notre traduction], novembre, en ligne : <http://russia.edu.ru/information/analit/official/prorektor/3961/>.

<sup>77</sup> Idem.

<sup>78</sup> G8 Information Centre, 2011. « Rapport de Deauville sur la redevabilité alimentaire : la Russie », mai, en ligne : [https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCwQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.g8.utoronto.ca%2Fsummit%2F2011deauville%2Fdeauville%2F2011-redevabilite-ali-ru.pdf&ei=7wTPUYTtGib30gGkroC4DQ&usq=AFQjCNGyP5eEX\\_pli7o74-EheLrb73rkkA&sig2=JupkcD4kTCIMyvkzJ57E2A&bvm=bv.48572450.d.dmg](https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCwQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.g8.utoronto.ca%2Fsummit%2F2011deauville%2Fdeauville%2F2011-redevabilite-ali-ru.pdf&ei=7wTPUYTtGib30gGkroC4DQ&usq=AFQjCNGyP5eEX_pli7o74-EheLrb73rkkA&sig2=JupkcD4kTCIMyvkzJ57E2A&bvm=bv.48572450.d.dmg).

## A. Le programme alimentaire mondial (World food program (WFP))

**Tableau 9. Les contributions indiquées sont en millions de dollars américains.**

L'année	Le montant	La place parmi les donateurs
2006	11, 007, 821	28
2007	15, 000, 000	24
2008	15, 000, 000	26
2009	26, 800, 000	21
2010	32, 000, 000	20
2011	36, 676, 430	20
2012	38, 000, 000	17
2013	36, 000, 000	7

**Source :** Programme Alimentaire Mondial, Les contributions en 2006, en ligne : <http://www.wfp.org/about/donors/year/2006>.

Comme on peut voir, le rôle de la Russie ainsi que ses contributions financières augmentent de plus en plus. Or, au cours des huit dernières années, elle est passée de la 26<sup>e</sup> à la 7<sup>e</sup> place parmi les donateurs au WFO.

Les bénéficiaires des contributions russes dans le cadre du programme d'alimentation mondiale sont identifiés dans l'Annexe 2.

En ce qui concerne la coopération de la Russie par le biais du programme alimentaire mondial (WFP), il faut mentionner deux principaux programmes financés par le gouvernement russe :

### a) Les opérations d'aide à l'alimentation

La Russie fournit annuellement 30 millions de dollars dans le cadre du WFP pour les opérations d'aide à l'alimentation. Ses premiers pas étaient plutôt timides : en 2008, elle a accordé une aide urgente alimentaire à la Moldavie en lui fournissant 30 tonnes du blé sarrasin et 14 tonnes du blé [notre traduction]<sup>79</sup> ; en 2009, le Zimbabwe a reçu 2,500 kg de farine [notre traduction]<sup>80</sup> ; en 2011, on a expédié 100 tonnes du blé au Nicaragua, dont le prix s'élevait à 35,2 millions de dollars [notre traduction]<sup>81</sup>. Selon l'ambassadeur de la Russie au Nicaragua et au Honduras,

<sup>79</sup> « V Moldovu dostavlena vtoraja patija gruza rossijskoj gumanitarnoj pomoshi » [La Moldovie a reçu la deuxième partie de l'aide humanitaire russe], *Interlic* (12 mars 2008) en ligne : <http://ru.interlic.md/2008-03-12/4319-4319.html>.

<sup>80</sup> « MID RF: Rossiya okazala gumanitarnuju pomosh Zimbambe, postaviv tuda 2, 500 tonn muki » [ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie : la Russie a fourni l'assistance humanitaire au Zimbabwe en lui livrant 2,500 tonnes de la farine], *RBK* (21 août 2009) en ligne : <http://www.rbc.ru/rbcfreeneews/20090821135357.shtml>.

<sup>81</sup> Zimnyaya Vishnya, « Rossiya pokryvaet gumanitarnoj pomoshiju godovuju potrebnost zerna v Nikaragua » [L'aide humanitaire russe couvre presque complètement le besoin du Nicaragua dans le blé], *Hozyain* (26 octobre 2012) en ligne : <http://farmerportal.ru/blogs/eto-interesno/rossiya-pokryvaet-gumanitarnoj-pomoschyu-godovuyu-potrebnost->

Nicolaï Vladimir, « Les livraisons humanitaires du blé couvrent presque complètement le besoin annuel de la République dans ce produit » [notre traduction]<sup>82</sup>.

En outre, en 2011, le gouvernement russe a accordé l'aide alimentaire aux pays suivants : la Somalie (2 millions de dollars), l'Éthiopie (2 millions de dollars), la Côte d'Ivoire (1 million de dollars) [notre traduction]<sup>83</sup>.

Lors des 7 dernières années, la Russie a également versé 30 millions de dollars au Tadjikistan dans le cadre des opérations d'aide à l'alimentation [notre traduction]<sup>84</sup>.

### **b) School feeding program in the Eurasia region<sup>85</sup>**

En 2010, le gouvernement russe et le WFP ont lancé un projet commun « School feeding program in Armenia »<sup>86</sup>. La somme totale versée par la Russie pour trois ans (2010-2013) est de 8 millions de dollars<sup>87</sup>. De même, l'aide est accordée au Tadjikistan.<sup>88</sup> Comme le mentionne dans cet article une assistante de l'office du programme alimentaire mondial au Tadjikistan, Malohate Chabanova : « Le programme d'alimentation à l'école fournit de la nourriture chaude aux 1900 écoles. Ce projet concerne 360 milliers d'écoliers, de professeurs et d'assistants techniques... Un enfant doit tout d'abord venir à l'école, participer aux cours et seulement après il reçoit de la nourriture. Grâce à cela, dans les écoles rustiques, le taux d'assiduité a augmenté » [notre traduction]<sup>89</sup>.

## **B. L'Initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire (AFSI).**

La Russie, en tant qu'État-membre du G8, confirme son soutien à la sécurité alimentaire dans le cadre de sa participation à l'initiative de l'Aquila sur la sécurité alimentaire. Comme on peut le voir dans le tableau ci-dessous, elle y a investi à peu près 330 millions de dollars<sup>90</sup>.

---

[zerna-v-nikaragua](#) > : « гуманитарные поставки российского зерна почти полностью покрывают годовую потребность республики в этом продукте ».

<sup>82</sup> Idem.

<sup>83</sup> « Rossija okazyvaet pomosh golodajushej Afrike » [La Russie fournit l'aide à l'Afrique affamée], *Islam News* (20 août 2012) en ligne : <<http://www.islamnews.ru/news-78961.html>>.

<sup>84</sup> Galim Fashundinov, « Tadjikistan nakormyat vsem mirom » [Le Tadjikistan sera nourri par tous], *La voix de la Russie* (23 octobre 2012), en ligne : <[http://rus.ruvr.ru/2012\\_10\\_23/Tadjikistan-nakormjat-vsem-mirom/](http://rus.ruvr.ru/2012_10_23/Tadjikistan-nakormjat-vsem-mirom/)>.

<sup>85</sup> The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 8).

<sup>86</sup> Idem.

<sup>87</sup> « Russia to allocate \$8mln for implementation of Sustainable School Feeding program in Armenia », *Panarmenian Net* (9 juillet 2010) en ligne : <<http://www.panarmenian.net/eng/society/news/51134/>>.

<sup>88</sup> Tadjikistan, *supra* note 84 à la p 23.

<sup>89</sup> Idem. « Программа школьного питания обеспечивает горячей едой 1900 школ. Проектом охвачено около 360 тысяч школьников, учителей и технических работников .... Ребенок сначала должен прийти в школу, участвовать в занятиях и только потом получит еду. Благодаря этому в сельских школах повысилась посещаемость ».

<sup>90</sup> The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 7).

**Tableau 10. Les contributions de la Russie à l’AFSI en millions de dollars américains.**

<i>Period of pledge</i>	<i>Total</i>	<i>Additonal</i>	<i>Period covered</i>	<i>Multilateral Channel</i>		<i>Bilateral Chanel</i>				
				<i>Voluntary Core</i>	<i>Earmarked and Trust fund</i>	<i>Agriculture, Forestry, Fishing</i>	<i>Nutrition</i>	<i>Food dev.</i>	<i>Transport</i>	<i>Other</i>
<b>2009 - 2011</b>	330	139	2009-2011	31,2	146,5	69,2	32	45,4	2,7	3,0

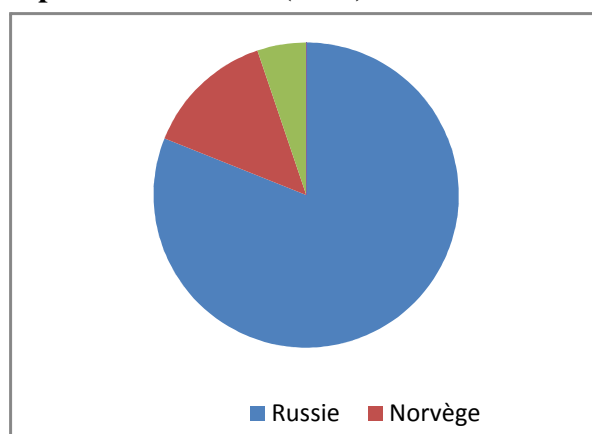
Total: 330 millions de dollars américains. h

**Source:** U.S. Department of State, 2012, Diplomacy in Action. « Tracking the L’Aquila Food Security Source : Initiative Pledge and Related Funding 2012», en ligne: < <http://www.state.gov/documents/organization/202955.pdf> >

Les contributions du gouvernement russe, qui augmentent de plus en plus (pour comparer : 76,8 millions ont été accordés en 2009 contre 110,3 millions en 2011<sup>91</sup>), sont fournies par le biais de fonds de placement réservés et par le biais des programmes au sein de la Banque mondiale, de l’Organisation internationale de défense civile (ICDO) et du Programme alimentaire mondial (WFP)<sup>92</sup>.

#### IV) La réponse aux situations critiques et urgentes.

##### A. Rapid social response Trust fund (RSR)<sup>93</sup>



<sup>91</sup> Idem.

<sup>92</sup> Idem.

<sup>93</sup> Pour plus d’informations, veuillez consulter l’Annexe 3.



**Source** : Banque mondiale, 2012. « Rapid Social response program : Progress Report 2012 », en ligne :

[http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR\\_Progress\\_Report\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR_Progress_Report_2012.pdf)

Selon la Banque mondiale, le *Rapid social response Trust fund* « is designed to assist countries address urgent social needs stemming from the crisis and to build up capacity and institutions to respond better to future crises »<sup>94</sup>.

La Russie, la Norvège et le Royaume-Uni sont les trois donateurs de ce Fonds de placement dont les cotisations s'élèvent à 61,7 millions de dollars: la Russie a versé plus de 80 % des contributions totales, soit 50 millions de dollars; la Norvège a fait don de 8,5 millions de dollars et le Royaume-Uni a donné 3,3 millions de dollars<sup>95</sup>. Comparativement au Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP), qui se concentre principalement sur l'atténuation des dommages causés par une variation à la hausse du coût des denrées alimentaires, le RSR a reçu un mandat plus vaste avec un horizon temporel supérieur<sup>96</sup>.

Comme nous montre l'annexe 3, l'aide du Trust Fund est accordée à plusieurs pays d'Afrique (Cameroun, Côte d'Ivoire, Congo, Ghana, etc.), de l'Amérique latine et caribéenne (Nicaragua, Haïti); de l'Europe de l'Est et de l'Asie centrale (Albanie, Kirghizstan, Tadjikistan); de l'Asie du Sud (Afghanistan, Bangladesh, Népal); et du Moyen-Orient (Djibouti, Yémen).

En ce qui concerne les priorités régionales russes, on note ici la même tendance à aider ceux qui sont utiles à la Russie dans les domaines économique ou stratégique. Pourtant, on peut se demander le rôle de l'Afghanistan dans la politique russe de coopération. Selon la journaliste Natalie Ouvaroff, d'une part, la Russie « n'a pas renoncé à son éternel tropisme qui guide sa diplomatie depuis l'époque des tsars : l'ouverture sur les mers chaudes », d'autre part, « la Russie a une occasion unique de recouvrer son influence géopolitique dans l'ensemble de la région, et de prendre sa part du « gâteau afghan » sur lequel lorgnent chinois et occidentaux »<sup>97</sup>. En accordant l'aide humanitaire et militaire (dans la lutte contre les talibans), elle peut donc espérer qu'au moins une de ces ambitions sera réalisée un jour.

## **B. Le fonds anticrise de la communauté économique eurasienne.**

En 2009, la Russie a initié la création du Fonds anticrise de la communauté économique eurasienne (administré par la banque eurasienne de développement) dans le but d'aider les pays-membres à composer avec la crise qui les a beaucoup affectés<sup>98</sup>, de mieux coordonner leurs

---

<sup>94</sup> Banque mondiale, 2009. « World Bank group response to the Financial crisis », Mars, à la p 2, en ligne : <http://www.worldbank.org/financialcrisis/pdf/WBGResponse-VFF.pdf>.

<sup>95</sup> Banque mondiale, 2012. « Rapid Social response program : Progress Report 2012 », à la p 2, en ligne : [http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR\\_Progress\\_Report\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR_Progress_Report_2012.pdf).

<sup>96</sup> Idem.

<sup>97</sup> Natalie Ouvaroff, « Les Russes sont de retour en Afghanistan », *Slate* (28 août 2010) en ligne : <http://www.slate.fr/story/26445/russes-retour-afghanistan>.

<sup>98</sup> The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 8).

politiques financières et de régler les problèmes les plus urgents<sup>99</sup>. Ce fonds est doté de 10 milliards de dollars, dont plus de 7 milliards viennent de la Russie<sup>100</sup>.

Par le biais de cette organisation, la Russie fournit des prêts conditionnels à ses partenaires les plus proches. Or, en 2010, le Tadjikistan s'est vu accorder 63 millions de dollars; une année plus tard, c'était la Biélorussie qui a reçu 1240 millions de dollars. En 2012, on a encore versé 440 millions de dollars à la Biélorussie afin de stabiliser sa vie économique<sup>101</sup>.

### **C. The Russian Food price crisis rapid response Trust Fund**

Le *Russian Food Price Crisis Rapid Response TF*, avec une contribution de 15 millions d'USD en 2008-2010, a été établi par la Russie et la Banque mondiale dans le but principal de réduire l'impact négatif des prix élevés et hautement variables des denrées alimentaires sur la vie des plus pauvres, d'aider les gouvernements à la conception de politiques agricoles durables et de sécurité alimentaire, y compris le renforcement des capacités locales et régionales, et de soutenir la croissance dans l'ensemble de la productivité et de la participation au marché en agriculture afin d'assurer la pérennité de l'offre alimentaire dans la région Eurasienne. La Russie a versé 15 millions de dollars pour aider le Tadjikistan et le Kirghizstan<sup>102</sup>.

### **V) La coopération énergétique.**

#### ***Global village energy partnership (GVEP)***

Dans les années 2007-2010, la Russie a contribué 30 millions de dollars pour lancer « *Global village energy partnership* » en Afrique subsaharienne<sup>103</sup> dont le but est de fournir des services énergétiques aux populations pauvres.

## **5 - Les principaux pays-bénéficiaires de l'aide russe et ses partenaires commerciaux.**

### **Quatre groupes des pays « privilégiés ».**

Quand on examine la liste des États auxquels la Russie fournit son assistance, on discerne une tendance à aider quatre groupes de pays :

---

<sup>99</sup> « Le Fonds anticrise, police d'assurance pour les pays membres de la Communauté économique eurasienne », *La voix de la Russie* (10 juin 2009), en ligne : <<http://french.ruvr.ru/2009/06/10/323552/>>.

<sup>100</sup> Idem.

<sup>101</sup> Fonds anticrise de la communauté eurasienne, le site officiel, en ligne : <[http://acf.eabr.org/r/Info-center/acf\\_news\\_page/acf\\_news\\_archive/index.php?id\\_4=20457](http://acf.eabr.org/r/Info-center/acf_news_page/acf_news_archive/index.php?id_4=20457)>.

<sup>102</sup> Banque Mondiale, 2011. « The global food crisis response : a quick-response but long-term solutions », Avril, à la p 4, en ligne : <<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Results2011-SDN-SB-update-Food-Crisis.pdf>>.

<sup>103</sup> GVEP, « DFIV announces new Partnership agreement with GVEP international », *The Online Power Journal of Africa* (2007), en ligne : <<http://www.esi-africa.com/node/7554>>.

a) Les anciennes républiques soviétiques qui sont également ses proches partenaires politiques et économiques : les États-membres de la Communauté des États indépendants (comme l'Arménie, le Kirghizstan, l'Azerbaïdjan) ou de l'organisation de Shanghai (le Tadjikistan).

Pourquoi la Russie, a-t-elle besoin de la stabilité économique de ces États? La logique est tout à fait simple. Tout d'abord, tous ces pays ont des dettes considérables envers le gouvernement russe. Ainsi, si on prend toutes les mesures nécessaires pour les aider, leurs économies seront rétablies dans les décennies à venir et ils pourront donc payer leurs prêts ou dettes. En deuxième lieu, si leurs économies ne vont pas bien, cela affecte l'économie russe dans la mesure où plusieurs de ses banques sont implantées dans la CEI. Et, en troisième lieu, comme on l'a déjà vu, la Russie cherche à renforcer ses positions internationales sur les anciennes républiques soviétiques pour ne pas permettre à l'Occident de s'y installer. La guerre froide est finie, mais les zones d'influence existent toujours.

b) Certains États africains qui donnent à la Russie la possibilité de réaliser plusieurs projets d'investissements. Il s'agit en particulier de Djibouti, avec qui le gouvernement russe compte renforcer des flux d'échanges économiques et commerciaux. On peut également mentionner le Tchad, le Mali, le Soudan et l'Éthiopie. Ces États représentent un intérêt économique pour la Russie dans la mesure où ils n'ont presque pas de routes, d'électricité et de pipe-lines, ce qui permettrait aux entreprises russes d'y implanter leurs technologies [notre traduction]<sup>104</sup>. En outre, les sociétés minières russes exploitent quelques gisements très productifs : bauxite en Guinée et au Nigeria, nickel au Botswana, manganèse en Namibie et au Gabon, vanadium en Afrique du Sud, diamant en Angola, etc.<sup>105</sup>. Quant à l'aide à la Côte d'Ivoire, c'est une question pétrolière.

c) L'Amérique latine (Cuba) est le partenaire économique et militaire avec lequel le gouvernement russe a l'intention de coopérer sur la recherche aérospatiale, notamment dans les domaines de la télécommunication, la navigation par satellite, la médecine et la biologie spatiale<sup>106</sup>.

d) Le Moyen Orient (Syrie, Tunisie, Maroc): l'aide à ces pays relève d'une question stratégique et religieuse. La Russie craint la radicalisation des musulmans dans ces pays, ce qui ils risqueraient d'enflammer les musulmans de Russie et d'Asie centrale<sup>107</sup>.

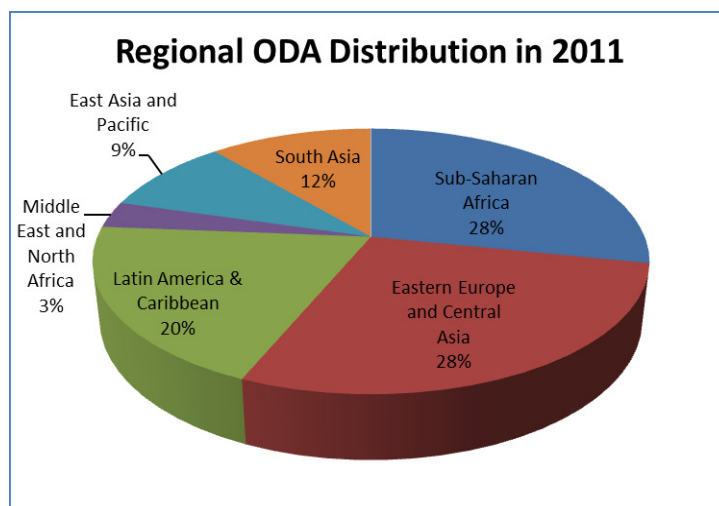
---

<sup>104</sup> Lada Korotun, « V Efiopii startuet afrikanskij Davos » [Le Davos africain commence en Éthiopie], *La Voix de la Russie* (16 décembre 2011), en ligne : <<http://rus.ruvr.ru/2011/12/16/62318730/>>.

<sup>105</sup> Jean – Louis Gouraud, « Pour la Russie, l'Afrique s'éloigne », *Jeune Afrique* (9 mai 2012), en ligne : <<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2676p056-057.xml0/>>.

<sup>106</sup> « Le Premier ministre russe en visite à Cuba pour renforcer les liens entre les deux pays » (23 février 2013), en ligne : <<http://french.peopledaily.com.cn/International/8140299.html>>.

<sup>107</sup> Patrick Seal, « Moyen-Orient: la Russie fait son retour », *Jeune Afrique* (28 février 2012), en ligne : <<http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2668p010-011.xml0/>>.



Source : The Russian Federation Oda, *supra* note 22 à la p 8 (voir la page 2 du document)

### Les échanges commerciaux<sup>108</sup>.

a) **Les pays du BRICS** sont d'importants partenaires commerciaux russes (Brésil, Inde, Chine, et Afrique du Sud). Russie-Brésil : les échanges entre eux s'élèvent à 6 milliards de dollars, le but étant d'atteindre 10 milliards<sup>109</sup>. Russie – Chine : 73,6 milliards de dollars en 2012<sup>110</sup>. Russie-Inde : 10 milliards de dollars<sup>111</sup>. Russie – Afrique du Sud : 517 millions de dollars en 2009<sup>112</sup>.

b) **Russie - les pays de la CEI (voir Annexe 4).**

c) **Russie – l'Union européenne** est le troisième partenaire principal de la Russie (les chiffres sont disponibles dans l'annexe 4).

d) **Russie – Afrique** : Les échanges commerciaux de la Russie avec l'Afrique entre 2001 et 2011 montrent un développement très faible sur le continent<sup>113</sup>. Le ministre des Affaires étrangères, Serguei Lavrov, a estimé que « Le chiffre d'affaires des échanges commerciaux de la Russie avec les pays africains se situe actuellement à quatre milliards de dollars, tandis que celui de la Chine avec ces pays s'élève à 120 milliards de dollars ». Dans cette même décennie, les produits

<sup>108</sup> Pour plus d'information, se référer à l'Annexe 4 qui indique les principaux partenaires russes en 2011 (exports, imports, commerce).

<sup>109</sup> « Russie/Brésil : vers un avenir radieux », *La voix de la Russie* (22 février 2013), en ligne : < [http://french.ruvr.ru/2013\\_02\\_22/Russie-Bresil-vers-un-avenir-radieux/](http://french.ruvr.ru/2013_02_22/Russie-Bresil-vers-un-avenir-radieux/) >.

<sup>110</sup> « China-Russia trade to hit record high in 2012 », *China News* (6 décembre 2012), en ligne : < [http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-12/06/c\\_124053508.htm](http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-12/06/c_124053508.htm) >.

<sup>111</sup> « India, Russia to tap potential for boosting bilateral aid », *The Economic Times* (16 octobre 2012), en ligne : < [http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-10-16/news/34499177\\_1\\_bilateral-trade-russian-deputy-prime-minister-dmitry-rogozin](http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-10-16/news/34499177_1_bilateral-trade-russian-deputy-prime-minister-dmitry-rogozin) >.

<sup>112</sup> « South Africa, Russia further partnership », *South Africa* (30 septembre 2011), en ligne : < [http://www.southafrica.info/news/international/russia-300911.htm#.Uc9Lf\\_lhVCN](http://www.southafrica.info/news/international/russia-300911.htm#.Uc9Lf_lhVCN) >.

<sup>113</sup> Kester Kenn Klomegah, « Le combat continue pour prendre pied à l'Afrique », *IPS* (12 mai 2012), en ligne : < <http://www.ipsinternational.org/fr/note.asp?idnews=7048> >.

chinois sont devenus très visibles dans les marchés africains, tandis que les articles traditionnels africains se retrouvent également souvent sur les rayons en Chine<sup>114</sup>.

## Conclusion

En réalisant son aide publique au développement, la Russie cherche avant tout à atteindre deux objectifs : améliorer son image sur la scène internationale et satisfaire ses ambitions impériales qui datent de l'époque des tsars. Dans ce travail nous avons pu constater que des raisons politiques et économiques se cachent derrière chaque aide accordée aux pays pauvres : on fournit de l'assistance à l'Afrique pour pouvoir profiter de ses ressources; on pardonne toutes les dettes des anciennes républiques soviétiques dans le but de garder notre influence dans la région et de créer une ceinture de bon voisinage.

Néanmoins, il y a un point positif dans l'histoire russe qui peut l'aider à s'implanter en Afrique et en Amérique latine : la Russie n'a jamais eu de passé colonial contrairement aux États occidentaux, ce qui contribue à instaurer un climat de confiance de la part de ces États.

Pourtant, il y a beaucoup de choses qui doivent être améliorées dans la politique de coopération russe : tout d'abord, il s'agirait de fonder une véritable agence fédérale responsable des opérations d'assistance et de clarifier le rôle joué par le *Rossotroudnitchestvo*; en deuxième lieu, elle pourrait donner plus de visibilité à son APD et cesser d'être aussi ambiguë sur la politique menée : il est plutôt ardu de trouver des données sur ce que le gouvernement fait dans le domaine de la coopération ou sur ce qu'il vise à faire, ce qui ne joue pas dans sa faveur. En plus, il est primordial de parler plus souvent des problèmes africains dans la presse russe pour stimuler les entrepreneurs nationaux à y investir plus d'argent et de mettre le public au courant de tout ce qui se passe dans le monde.

Si toutes ces recommandations étaient mises en place, la Russie pourrait peut-être finalement être considérée comme un acteur économique fiable.

---

<sup>114</sup> Idem.

## Annexe 1 - L'aide multilatérale russe

**Table 11. Pledges to IDA 16 replenishment at the end of 2010.**

“As the table below shows, non-DAC members committed over 4% (USD 1.1 billion) of the total donor pledges to the sixteenth replenishment of the World Bank’s concessional window (IDA) finalised at the end of 2010. Seven new donors pledged to IDA16 and all 52 committed an aggregate USD 26.4 billion (SDR 17.6 billion), a 6% increase over IDA 15”.

**Source:** OCDE, 2011. «DAC Report on Multilateral Aid», en ligne : <http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/49014277.pdf>.

	<i>Share</i>	<i>SDR million</i>	<i>USD million</i>
<i>Cyprus</i>	0.03%	4	7
<i>Czech Republic</i>	0.07%	12	18
<i>Estonia</i>	0.02%	3	4
<i>Hungary</i>	0.08%	13	20
<i>Latvia</i>	0.01%	2	3
<i>Lithuania</i>	0.01%	2	3
<i>Poland</i>	0.04%	7	10
<i>Slovak Republic</i>	0.01%	2	3
<i>Slovenia</i>	0.03%	6	9
<i>EU non-DAC total</i>	0.30%	52	78
<i>Argentina</i>	0.26%	45	68
<i>Bahamas</i>	0.01%	3	4
<i>Barbados</i>	0.00%	0	1
<i>Brazil</i>	0.38%	67	<b>100</b>
<i>Chile</i>	0.13%	23	34
<i>China</i>	0.61%	107	161
<i>Egypt</i>	0.01%	2	2
<i>Iceland</i>	0.04%	7	10
<i>Iran</i>	0.07%	12	18
<i>Israel</i>	0.09%	16	25
<i>Kazakhstan</i>	0.01%	2	3
<i>Kuwait</i>	0.29%	52	78
<i>Mexico</i>	0.38%	66	99
<i>Peru</i>	0.06%	10	16
<i>Philippines</i>	0.04%	8	11
<b><i>Russia</i></b>	<b>0.66%</b>	<b>116</b>	<b>174</b>
<i>Saudi Arabia</i>	0.42%	74	111
<i>Singapore</i>	0.19%	33	49
<i>South Africa</i>	0.13%	23	35

<i>Turkey</i>	0.07%	13	20
<b><i>Total non-DAC pledges</i></b>	4.15%	729	1,096
<b><i>Total DAC donor pledges</i></b>	95.85%	16,832	25,287
<b><i>Total (DAC + non-DAC) donor pledges</i></b>	100.00%	17,561	26,383

## Annexe 2 - Programme alimentaire mondial.

**Table 12. Les contributions de la Russie au Programme alimentaire mondial**

**Source** : Programme Alimentaire Mondial, 2006-2013. « Contributions to WFP », en ligne : <http://www.wfp.org/about/donors/year/2006>.

### 2006

Pays	Contribution (US\$)
Armenia	2,000,000
Cuba	1,000,000
Indonesia	2,000,000
Kenya	2,000,000
Korea, Democratic People's Republic of	7,821
Sudan	2,000,000
Tajikistan	2,000,000

### 2007

Afghanistan	3,000,000
Armenia	2,000,000
Azerbaijan	2,000,000
Cuba	1,000,000
Korea, Democratic People's Republic of	3,000,000
Somalia	1,000,000
Tajikistan	3,000,000

### 2008

Armenia	2,000,000
Azerbaijan	500,000
Bangladesh	1,500,000
Cuba	1,000,000



Guinea	1,000,000
Kenya	2,000,000
Tajikistan	2,000,000
The Federal Democratic Republic of Ethio	4,000,000
Zimbabwe	1,000,000

### 2009

Afghanistan	5,000,000
Armenia	500,000
Cuba	1,000,000
Guinea	2,000,000
Kyrgyzstan	2,000,000
Palestinian Territory, Occupied	7,300,000
Tajikistan	5,000,000
The Federal Democratic Republic of Ethio	2,000,000
Zimbabwe	2,000,000

### 2010

Afghanistan	5,000,000
Armenia	4,500,000
Chad	1,800,000
Congo, The Democratic Republic of the	2,000,000
Haiti	4,200,000
Kyrgyzstan	7,000,000
Pakistan	1,000,000
Tajikistan	5,500,000
Yemen	1,000,000

**2011**

Afghanistan	2,732,737
Arménie	3,000,000
Djibouti	1,000,000
Éthiopie	3,943,694
Guinée	3,000,000
Kenya	1,000,000
Corée du Nord	5,000,000
Kirghizstan	5,000,000
Moyent Orient	2,000,000
Palestine	2,000,000
Somalie	2,000,000
Tadjikistan	6,000,000
Yémen	1,000,000

**2012**

Tadjikistan	7,000,000
Syrian Arab Republic	4,500,000
Somalia	2,000,000
Palestinian Territory, Occupied	2,000,000
Kyrgyzstan	6,000,000
Korea, Democratic People's Republic of	5,000,000
Kenya	2,000,000
Jordan	3,000,000
Cuba	1,500,000
Armenia	5,000,000

## 2013

Jordan	3,000,000
Kenya	1,000,000
Corée du Nord	3,000,000
Maroc	1,500,000
Palestine	2,000,000
Somalie	1,000,000
Syrie	3,000,000
Tadjikistan	5,000,000
Tanzanie,	2,000,000
Tunisie	1,500,000

### Annexe 3 - Rapid Social Response Trust Fund

**Source:** Banque mondiale, 2009. « World Bank group response to the Financial crisis », 24 mars, en ligne: <<http://www.worldbank.org/financialcrisis/pdf/WBGResponse-VFF.pdf>>.

#### I. RSR as the New Umbrella (Page 2 du rapport)

«The Vulnerability Financing Facility is a dedicated facility to streamline crisis support to the poor and vulnerable. The VFF organizes under one umbrella the existing Global Food Crisis Response Program (GFRP) and the new Rapid Social Response (RSR) Program focused on social interventions.»

#### II. Les informations générales (Page 3 du rapport)

<i>Operational since</i>	<i>December 2009</i>
<i>Total Resource envelope</i>	<i>61,7 millions de dollars américains</i>
<i>Donors</i>	<i>The Russian Federation, Norway, the UK</i>
<i>The number of countries assisted so far</i>	<i>46</i>
<i>The number of Poor in the countries above</i>	<i>1,58 billion</i>
<i>The number of projects</i>	<i>83</i>
<i>Average size of projects</i>	<i>US \$ 685,000</i>
<i>Largest project</i>	<i>US \$ 3,2 million</i>
<i>The religion that receives larger share of resources</i>	<i>Africa (48%)</i>
<i>Average time from the call of proposal to approval</i>	<i>2 months</i>
<i>Number of RSR-projects formally associated with IDA operations</i>	<i>26</i>
<i>Aggregate amount of RSR-funding associated with IDA</i>	<i>US \$ 25.5 million</i>
<i>Associated IDA financing amount</i>	<i>US \$ 1,330 million</i>

### III. Certains pays-bénéficiaires

**Source:** Banque mondiale, 2012. « Rapid Social response program : Progress Report 2012 », en ligne :

<[http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR\\_Progress\\_Report\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR_Progress_Report_2012.pdf)>.

	Pays	Contributions en dollars américains	Période
<b>I. L'Afrique</b>			
	Cameroun	550,000	Avr 2010 - Oct 2012
	Côte d'Ivoire	300,000	Déc 2011 - Nov 2012
	Congo	1,980,000	Févr 2011 - Juil 2012
	Ghana	188,758	Apr 2010 - Apr 2012
	Guinée	400,000	Juil 2010 - Sept 2012
	Kenya	2,975,000	Apr 2010 - Dec 2012
	Mozambique	2,155,000	Nov 2010 - Sept 2012
	Nigéria	400,000	Juil 2011 - Sept 2012
	Rwanda	2,204,000	Apr 2010 - Sept 2012
	Sénégal	294,274	Apr 2010 - Dec 2012
	Tanzanie	2,114,000	Juil 2010 - Sept 2012
	Éthiopie	1,048,000	Juil 2011 - Sept 2012
	Gamba	3,155,000	Mars 2010 - Dec 2012
	Malawi	2,192,000	Mars 2011 - Juil 2012
	Mali	2, 214,200	Oct 2010 - Sepr 2012
<b>II. L'Europe de L'Est et l'Asie centrale</b>			
	Albanie	49,846	Dec 2009 - Dec 2010
	Kirghizstan	260,000 35	Juil 2011 - Juin 2012
	Tadjikistan	2,735,000	Févr 2011 - Oct 2012

III. L'Asie de l'Est et le Pacifique			
	Timor Leste	2,200,000	Mars 2011 - Déc 2012
IV. L'Amérique latine et caribéenne			
	Nicaragua	2,750,000	Dec 2011 - Sept 2012
	Haïti	1,679,000	Avr 2010 - Dec 2012
V. Moyen Orient et l'Amérique du Nord			
	Yémen	215,575	Oct 2010 - Sept 2012
	Djibouti	174,000	Jan 2010 - Apr 2012
VI. L'Asie du Sud			
	Afghanistan	530,000	Nov 2010 - Nov 2011
	Bangladesh	1,097,666	Juin 2011 - Déc 2012
	Népal	2,177,650	Déc 2010 - Sept 2012

#### IV. RSR Program Number of countries and activities by Regions

<i>Regions</i>	<i>Countries</i>	<i>Activities</i>
<i>Africa</i>	26	34
<i>East Asia and Pacific</i>	3	5
<i>Europe and Central Asia</i>	3	5
<i>Latin America and Caribbean</i>	4	10
<i>Middle East and North America</i>	2	3
<i>South Asia</i>	8	13
<i>Global</i>	-	13
<i>Total</i>	42	83

**Source** : Banque mondiale, 2012. « Rapid Social response program : Progress Report 2012 », en ligne :

<[http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR\\_Progress\\_Report\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR_Progress_Report_2012.pdf)>.

#### Annexe 4 - Les principaux partenaires russes en 2011

**Tableau 13. Partenaires principaux pour les importations**

<i>Partners</i>	<i>Euros</i>	<i>%</i>
	<b><i>World all contributions : 221, 320, 3</i></b>	<b><i>100%</i></b>
<i>Chine</i>	34, 706, 9	15,7%
<i>Ukraine</i>	14, 653, 4	6,6%
<i>USA</i>	8, 320, 2	3,8%
<i>South Korea</i>	5, 999, 9	2,7%
<i>Belarus</i>	5, 154, 7	2,3%
<i>Japan</i>	5, 061, 9	2,3%
<i>Turkey</i>	4, 073, 4	1,8%
<i>Brazil</i>	3, 290, 5	1,5%
<i>Kazakhstan</i>	2, 830, 4	1,3%
<i>South Korea</i>	16, 033, 8	2,7%
<i>Japan</i>	15, 814, 6	2,7%
<i>Turkey</i>	15, 444, 6	2,6%
<i>Belarus</i>	13, 706, 3	2,3%
<i>Switzerland</i>	8, 812, 0	1,5%
<i>Kazakhstan</i>	7, 609, 4	1,3%

**Source :** Directorate General for Trade of the European Commission, 2013. « EU bilateral trade and trade with the World : Russia », 23 Mai, en ligne : [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc\\_113440.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf).

**Tableau 14. Partenaires principaux pour les exportations**

<i>Partners</i>	<i>Euros</i>	<i>%</i>
	<b><i>World all contributions : 372, 484, 1</i></b>	<b><i>100%</i></b>
<i>Chine</i>	<i>24, 151, 0</i>	<i>6,5%</i>
<i>Ukraine</i>	<i>13, 046, 7</i>	<i>3,5%</i>
<i>USA</i>	<i>11, 814, 7</i>	<i>3,2%</i>
<i>Turkey</i>	<i>11, 371, 2</i>	<i>2,1%</i>
<i>Japan</i>	<i>10, 752, 7</i>	<i>2,9%</i>
<i>Soth Korea</i>	<i>10, 033, 9</i>	<i>2,7%</i>
<i>Belarus</i>	<i>8, 551, 6</i>	<i>2,3%</i>
<i>Switzerland</i>	<i>6, 776, 1</i>	<i>1,8%</i>
<i>Kazakhstan</i>	<i>4, 779, 1</i>	<i>1,3%</i>

**Source :** Directorate General for Trade of the European Commission, 2013. « EU bilateral trade and trade with the World : Russia », 23 Mai, en ligne : [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc\\_113440.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf).

**Tableau 15. Principaux partenaires de commerce**

<i>Partners</i>	<i>Euros</i>	<i>%</i>
	<b><i>World all contributions : 593, 804, 4</i></b>	<b><i>100%</i></b>
<i>Chine</i>	<i>58, 859, 9</i>	<i>9,9%</i>
<i>Ukraine</i>	<i>27, 700, 1</i>	<i>4,7%</i>
<i>USA</i>	<i>20, 194, 9</i>	<i>3,4%</i>
<i>South Korea</i>	<i>16, 033, 8</i>	<i>2,7%</i>
<i>Japan</i>	<i>15, 814, 6</i>	<i>2,7%</i>
<i>Turkey</i>	<i>15, 444, 6</i>	<i>2,6%</i>
<i>Belarus</i>	<i>13, 706, 3</i>	<i>2,3%</i>
<i>Switzerland</i>	<i>8, 812, 0</i>	<i>1,5%</i>
<i>Kazakhstan</i>	<i>7, 609, 4</i>	<i>1,3%</i>

**Source :** Directorate General for Trade of the European Commission, 2013. « EU bilateral trade and trade with the World : Russia », 23 Mai, en ligne : [http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc\\_113440.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf).



## Bibliographie

### Doctrine : monographies

Vekchina, A, 2010. *Natsionalnyje strategii sodejstvija mezhdunarodnomu razvitiju*, [Les stratégies nationales de l'assistance au développement international], Moscou, Vyschaja chkola ekonomiki.

### Articles de périodiques scientifiques

Kaczmarek, M, 2011. « Russia development assistance », *Centre for Eastern studies*, 10 octobre, en ligne : <http://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2011-10-10/russias-development-assistance> >.

Natovicz, H, 2011. « Russie – Afrique : un potentiel gigantesque mais sous-exploité », *RIANOVOSTI*, 4 novembre, en ligne : < <http://fr.ria.ru/tribune/20111104/191805566.html>>.

Nikolsky, A, 2013. « CEI : la présence des ONGs russes insuffisantes », *RIANOVOSTI*, 4 mars, en ligne : < <http://fr.rian.ru/world/20130304/197703169.html>>.

Rakhmangoulov, M, 2010. «Establishing international development assistance strategy in Russia», *International Organisations Research Journal*, 31(5), p. 50-67, en ligne: <<http://iorj.hse.ru/data/2011/03/15/1211461715/9.pdf>>.

Rakhmangoulov, M, [aucune date]. «Cooperation for development: the re-emergence of Russia as a new donor?», *National Research University Higher School of Economics*, en ligne: < <http://fs.nashaucheba.ru/docs/92/index-235287.html>>.

Troude, G, 2009. « La Russie en Afrique : le grand retour », *Géostratégiques*, 25, en ligne : <[http://www.strategicsinternational.com/25\\_12.pdf](http://www.strategicsinternational.com/25_12.pdf)>.

### Publications officielles

Banque Mondiale, 2008. « Gruppya Vsemirnogo Banka i Rossijskaja Federacija zayavili o namerenii sposobstvovat' povysheniju kachestva obrazovanija v razvivajushihsya stranah » [Le groupe de la Banque Mondiale et la Fédération de Russie ont annoncé leur intention de faire tout leur possible pour améliorer la qualité d'éducation dans les pays développés], [notre traduction], Octobre, en ligne : <<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/ECAEXT/0,,print:Y~isCURL:Y~contentMDK:21936850~pagePK:146736~piPK:226340~theSitePK:258599,00.html?cid=3001>>

Banque mondiale, 2012. « Rapid Social response program », en ligne :  
<[http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR\\_Progress\\_Report\\_2012.pdf](http://siteresources.worldbank.org/SOCIALPROTECTION/Resources/280558-1254328646148/RSR_Progress_Report_2012.pdf)>

Banque Mondiale, 2011. « The global food crisis response : a quick-response but long-term solutions », Avril, en ligne :  
<<http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Results2011-SDN-SB-update-Food-Crisis.pdf>>.

Banque mondiale, 2009. « World Bank group response to the Financial crisis », 24 mars, en ligne: <<http://www.worldbank.org/financialcrisis/pdf/WBGResponse-VFF.pdf>>.  
Comité de la Douma des affaires étrangères, site officiel:  
< <http://komitet9.km.duma.gov.ru/>>.

Center for International Cooperation in Education development, 2012. « READ program», site officiel:  
< <http://ciced.org/activities/read/index.php>>.

Conférence de l'Organisation mondiale de santé à Moscou, 2010. « Poutine, Rossijs 2006 goda vlozhila 430 milliardov v mezhdunarodnoe zdravoohranenijs » [« Poutine, «A compter de 2006, la Russie a versé 430 milliards de dollars 2006 dans le domaine de la santé mondiale», Septembre, en ligne:  
<<http://ria.ru/society/20100913/275204919.html>>.

Directorate General for Trade of the European Commission, 2013. « EU bilateral trade and trade with the World : Russia », 23 Mai, en ligne :  
<[http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc\\_113440.pdf](http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2006/september/tradoc_113440.pdf)>.

European Alliance Against Malaria, 2009. « Malaria and G8 : Leading or lagging ?», Juillet, en ligne: <[http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8\\_report.pdf](http://www.cameroon-coalition-malaria.org/sites/cm-en/data/files/news/g8_report.pdf) >.

Fonds anticrise de la communauté eurasiennne, site officiel:  
<[http://acf.eabr.org/r/Info-center/acf\\_news\\_page/acf\\_news\\_archive/index.php?id\\_4=20457](http://acf.eabr.org/r/Info-center/acf_news_page/acf_news_archive/index.php?id_4=20457)>.

Fonds international monétaire, 2012. « Russia: Gross domestic product (GDP) in current prices from 2003 to 2013 (in billion U.S. dollars) », Octobre, en ligne:  
< <http://www.statista.com/statistics/19373/gross-domestic-product-in-russia/>>.

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, site officiel:  
< <http://www.theglobalfund.org/fr/about/diseases/>>.

G8, 2010. « Muskoka, Assessing Action and results against development-related commitments report», Juin, en ligne :

<<http://reliefweb.int/report/world/muskoka-accountability-report-assessing-action-and-results-against-development-related>>.

G8 Information Centre, 2011. « Rapport de Deauville sur la redevabilité alimentaire : la Russie », Mai, en ligne :

<[https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCwQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.g8.utoronto.ca%2Fsummit%2F2011deauville%2Fdeauville%2F2011-redevabilite-ali-ru.pdf&ei=7wTPUYTtGlb30gGkroC4DQ&usg=AFQjCNGyP5eEX\\_pli7o74-EheLrb73rkkA&sig2=JupkcD4kTCIMyvkzJ57E2A&bvm=bv.48572450,d.dmg](https://www.google.ca/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CCwQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.g8.utoronto.ca%2Fsummit%2F2011deauville%2Fdeauville%2F2011-redevabilite-ali-ru.pdf&ei=7wTPUYTtGlb30gGkroC4DQ&usg=AFQjCNGyP5eEX_pli7o74-EheLrb73rkkA&sig2=JupkcD4kTCIMyvkzJ57E2A&bvm=bv.48572450,d.dmg)>.

G8 Information Centre, 2011. « Rapport de Deauville sur la redevabilité : Engagement du G8 pour la santé », Mai, en ligne :

<[https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:Q4plsepKC9MJ:www.g8.utoronto.ca/summit/2011deauville/deauville/2011-redevabilite-sante-ru.pdf+&hl=fr&gl=ca&pid=bl&srcid=ADGEESjuxgWciJGaj0B-x4ESbobLTHUI4EgFqGYtkC3hQfzGYLt9sCLqFu9A\\_WaVCzgb5C4JLugHYnLQFRTufwdk0XCWBCdPuDuMwfnCIYjAU-q9zWBsKJ60D3SGEgyd3UVJ-GmUTreW&sig=AHIEtbRfLAbpnSb8hWIWc6qZ20w-40\\_ZWQ](https://docs.google.com/viewer?a=v&q=cache:Q4plsepKC9MJ:www.g8.utoronto.ca/summit/2011deauville/deauville/2011-redevabilite-sante-ru.pdf+&hl=fr&gl=ca&pid=bl&srcid=ADGEESjuxgWciJGaj0B-x4ESbobLTHUI4EgFqGYtkC3hQfzGYLt9sCLqFu9A_WaVCzgb5C4JLugHYnLQFRTufwdk0XCWBCdPuDuMwfnCIYjAU-q9zWBsKJ60D3SGEgyd3UVJ-GmUTreW&sig=AHIEtbRfLAbpnSb8hWIWc6qZ20w-40_ZWQ)>.

Global Humanitarian Assistance, 2010. « Russia », en ligne:

< <http://www.globalhumanitarianassistance.org/countryprofile/russia>>.

Gouvernement russe. « Rossotroudnitchestvo – sur l'espace de la CEI », site officiel :

< <http://rs.gov.ru/taxonomy/term/17>>.

Ministère des affaires étrangères, 2008. « Rossotroudnitchestvo », en ligne :

< <http://www.mid.ru/nsite-sv.nsf/mnsdoc/08.03.025>>.

Ministère de l'Éducation et de la Science de Fédération de Russie, 2009. « Rossijskoe obrazovanije dlya inostrannyh grazhdan » [L'éducation russe pour les citoyens étrangers], Novembre, en ligne :

< <http://russia.edu.ru/information/analit/official/prorector/3961/>>.

Ministère des finances russes, 2007. « Concept of Russia's participation in international development assistance », Septembre, en ligne :

< [http://www1.minfin.ru/en/financial\\_affairs/Dev\\_Assis/concept\\_rus/](http://www1.minfin.ru/en/financial_affairs/Dev_Assis/concept_rus/)>.

Ministère des finances russe, 2010. « Entrevue avec le Ministre des Finances Alexei Koudrine », Février, en ligne :

<<http://www.minfin.ru/ru/press/transcripts/printable.php?id4=9278>>.

Ministère des finances russe, 2007. Entrevue avec le vice-ministre des finances Sergei Stortchak, Décembre, en ligne : <<http://www.minfin.ru/ru/press/interview/index.php?id4=48>>.

Ministère des finances russe, 2012. Entrevue avec le vice-ministre des finances Sergei Stortchak, Mai, en ligne : <<http://www1.minfin.ru/ru/press/speech/printable.php?id4=16351>>

Ministère des finances russe, 2011. « The Russian Federation Oda. National report », Mai, en ligne :

< <http://www.minfin.ru/common/img/uploaded/library/2012/05/PresentationEng2012-0.pdf>>

OCDE, 2011. «DAC Report on Multilateral Aid», en ligne : <<http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/49014277.pdf>>.

OCDE, 2012. « DAC Report on Multilateral Aid», en ligne :

< [http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/DCD\\_DAC\(2012\)33\\_FINAL.pdf](http://www.oecd.org/dac/aid-architecture/DCD_DAC(2012)33_FINAL.pdf) >.

OECD, 2010. «Triangular Cooperation and Aid effectiveness: can triangular cooperation make aid more effective ? », en ligne: <<http://www.oecd.org/dac/46387212.pdf>>.

Président de la Russie, 2009. « La politique budgétaire 2010 – 2012 », Mai, site officiel:

<<http://archive.kremlin.ru/eng/text/news/2009/05/216782.shtml>> :

Programme alimentaire mondiale, 2006. « Contributions to WFP 2006», en ligne :

< <http://www.wfp.org/about/donors/year/2006>>.

United Nations Development Program, 2010. « Engagement of the Russian business in international development assistance in the CIS countries (Kyrgikstan, Tajikistan) », en ligne :

< [http://www.fundeh.org/files/publications/172/rb\\_in\\_oda.pdf](http://www.fundeh.org/files/publications/172/rb_in_oda.pdf)>.

U.S. Department of State, 2012, Diplomacy in Action. « Tracking the L'Aquila Food Security Source : Initiative Pledge and Related Funding 2012», en ligne:

< <http://www.state.gov/documents/organization/202955.pdf> >

## Articles en ligne

BuaNews, 2011. « South Africa, Russia further partnership », *South Africa*, 30 septembre, en ligne: < <http://www.southafrica.info/news/international/russia-300911.htm#.U>>.

Fashundinov, G, 2012. « Tadjikistan nakormyat vsem mirom » [Le Tadjikistan sera nourri par tous], *La voix de la Russie*, 23 octobre, en ligne :

< [http://rus.ruvr.ru/2012\\_10\\_23/Tadzhikistan-nakormjat-vsem-mirom/](http://rus.ruvr.ru/2012_10_23/Tadzhikistan-nakormjat-vsem-mirom/)>.

Gamandiy-Egorov, M, 2012. « À quand le grand retour russe en Afrique ? », *La voix de la Russie*, 6 décembre, en ligne : <[http://french.ruvr.ru/2012\\_12\\_06/A-quand-le-grand-retour-de-la-Russie-en-Afrique/](http://french.ruvr.ru/2012_12_06/A-quand-le-grand-retour-de-la-Russie-en-Afrique/)>.

GVEP, 2007. « DFIV announces new Partnership agreement with GVEP international», *The Online Power Journal of Africa*, en ligne:

<<http://www.esi-africa.com/node/7554>>.

Harlamov, Y, 2011. « Rossija pomozhet razvivatsya drougim stranam » [La Russie aidera les autres pays à se développer], *La voix de la Russie*, 30 août, en ligne : <<http://rus.ruvr.ru/2011/08/30/55369137/>>.

Klomegah, K. K, 2012. « Le combat continue pour prendre pied à l’Afrique », *IPS*, 12 mai, en ligne: <[http://www.ipsinternational.org/fr/\\_note.asp?idnews=7048](http://www.ipsinternational.org/fr/_note.asp?idnews=7048)>.

Kobzev, A, 2012. « La Russie annule les dettes de plusieurs pays africains », *La voix de la Russie*, 18 octobre, en ligne : <[http://french.ruvr.ru/2012\\_10\\_18/russie-afrique-dette/](http://french.ruvr.ru/2012_10_18/russie-afrique-dette/)>

Nemtsova, A, 2010. « Faites des blinys, pas la guerre », *Le Figaro*, 25 juin, en ligne : <<http://www.lefigaro.fr/publireddactionnel/2010/06/15/06006-20100615ARTWWW00545-faites-des-blinis-pas-la-guerre.php> >.

Ouvaroff, N, 2010. « Les Russes sont de retour en Afghanistan », *Slate*, 28 août, en ligne : <<http://www.slate.fr/story/26445/russes-retour-afghanistan>>.

Pletnev, S, 1999. «Rossija predlagaet annullirovat’ dolgi» [La Russie propose d’annuler les dettes], *Nezavisimaja Gazeta*, 30 octobre, en ligne : <[http://www.ng.ru/cis/1999-10-30/5\\_russia.html](http://www.ng.ru/cis/1999-10-30/5_russia.html)>.

PTI, 2012. « India, Russia to tap potential for boosting bilateral aid», *The Economic Times*, 16 octobre, en ligne: <[http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-10-16/news/34499177\\_1\\_bilateral-trade-russian-deputy-prime-minister-dmitry-rogozin](http://articles.economictimes.indiatimes.com/2012-10-16/news/34499177_1_bilateral-trade-russian-deputy-prime-minister-dmitry-rogozin) >.

Vigie, B, 2009. « La reconquête du Kirgistan par la Russie », *Futuribles*, 12 mai, en ligne : <<http://www.futuribles.com/fr/viewer/pdf/247/>>.

Vishnya, Zimnyaya, 2012. « Rossija pokryvaet gumanitarnoj pomoshiju godovuju potrebnost zerna v Nikaragua » [L’aide humanitaire russe couvre presque complètement le besoin du Nicaragua dans le blé], *Hozyain*, 26 octobre, en ligne : <<http://farmerportal.ru/blogs/eto-interesno/rossiya-pokryvaet-gumanitarnoj-pomoschyu-godovuyu-potrebnost-zerna-v-nikaragua>>

Xuequan, Mu. «China-Russia trade to hit record high in 2012», *China News* (6 décembre 2012), en ligne: <[http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-12/06/c\\_124053508.htm](http://news.xinhuanet.com/english/china/2012-12/06/c_124053508.htm)>.



Après la chute de l'URSS, son héritière directe la Russie, aux prises avec de nombreux problèmes et défis à l'interne, a complètement disparu de la liste des pays donateurs. Néanmoins, lors de la dernière décennie, la situation a radicalement changé. La Russie est en effet redevenue un grand acteur économique international, dont l'aide publique au développement ne cesse de croître. Cette étude vise avant tout à déterminer les spécificités de l'APD russe ainsi qu'à examiner la façon dont cette assistance est accordée. Qu'a à gagner la Fédération de Russie en aidant des pays pauvres et en leur versant des moyens substantiels qui, selon toute probabilité, ne lui seront jamais restitués? Pourquoi donc annuler les dettes de certains pays africains ? Quels États ont un statut privilégié aux yeux du gouvernement? Dans le cadre de ce travail, nous répondrons à toutes ces questions tout en dressant un portrait de la coopération russe.

**Centre interdisciplinaire de recherche  
en développement international et société**  
Département de science politique  
Université du Québec à Montréal (UQAM)  
Case postale 8888, succursale Centre-ville  
Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8

[www.cirdis.uqam.ca](http://www.cirdis.uqam.ca)  
[cirdis@uqam.ca](mailto:cirdis@uqam.ca)  
ISSN : 1929-1027